

Quelques fragments d'histoires d'autres époques, en particulier à propos des lycéens, pour contribuer à la défense de tous ceux qui sont poursuivis dans le cadre des mobilisations contre la loi Travail. Mai 2016.

Patrick et Marc ?	Deux boucs émissaires pour l'école Deux otages pour la justice.
Les C.E.S. ?	Des occasions de profit et donc des lieux d'insécurité.
L'École ?	Un appareil de dressage pour les futurs exploités et donc la cause du refus et de la révolte.
La Prison ?	Le dernier recours quand l'école ne fonctionne plus L'instrument à faire des coupables. Après coup.
	Alors, Patrick et Marc « coupables » ? Non. Révoltés la révolte ne s'emprisonne pas.

LIASSE 9 CES Pailleron

« Si tous les élèves prenaient leurs rêves pour des réalités, il n'y aurait pas assez de pompiers »

Titre extrait du journal de mobilisation *Liberté pour Patrick et Marc*
4 pages, supplément à *Libérons l'école*, n° 1, début 1973

Alors que le mouvement contre la loi « travail » risque bien de se terminer avant d'avoir vraiment commencé, encore une fois, c'est bien chez les lycéens que l'envie d'en découdre et le refus de rentrer chez soi semblent les plus tenaces.

Ils sont aussi de ceux qui ont affaire aux formes de gestion policières et disciplinaires les plus proactives, c'est-à-dire au plus près des comportements des uns et des autres, au plus près des comportements collectifs, dans le but d'isoler et d'étouffer toute velléité actuelle et future de se mettre en lutte. En frapper pas mal pour en éduquer le plus possible, et pour longtemps, que ce soit par les volées de coups, lacrymos, grenades diverses, flash-ball en manif, conseils de discipline, ou par des procédures policières et judiciaires.

Ainsi à Levallois Perret suite à un blocage au cours duquel la porte et la façade du lycée ont été incendiées, 47 lycéens (d'après la police) ont été convoqués à la Sureté Territoriale. Les 13 qui s'y sont rendu ont été placés en garde-à-vue, et sont actuellement poursuivis, en plus des sanctions internes à l'éducation nationale. Des enseignants et l'administration ont participé activement à cette répression. Plus généralement beaucoup d'efforts sont aussi déployés pour empêcher les lycéens d'agir, à la source pourrait-on dire, en évitant par tous moyens le blocage des établissements, qui est, on le sait depuis bien des années, un point de départ à l'intensification du mouvement.

Le rectorat a donné des consignes sévères, en quelque sorte il a donné carte blanche aux administrations pour intimider ceux qui se risqueraient à commencer un blocage. Levés dès potron-minet, les équipes de direction usent et abusent de leur autorité en distribuant des menaces individualisées ou en empoignant s'il le faut les élèves récalcitrants pour maintenir le fonctionnement des enceintes du savoir et empêcher des blocages effectifs. Sans parler des EMS, ces véritables ERIS (équipes spéciales d'intervention dans les prisons) de l'éducation nationale, milice rectorale dont c'est le métier de menacer, de molester et d'insulter des adolescents. La BAC rode tôt, dans les rues adjacentes, aux heures des blocages éventuels pour les attraper un par un. À Montpellier, des flics en civil planqués aux abords des lycées où des blocages étaient prévus, ont tendu de véritables guet-apens aux bloqueurs de la rentrée en les interpellant pour le honteux délit de vol de poubelle, judiciarisant ainsi les moyens les plus banals et minimaux de la lutte. Et quand on en tient un, on ne le lâche plus, comme ce lycéen de Voltaire accusé d'incendie volontaire, parce qu'un papier enflammé a été mis dans une poubelle qui n'a même pas brûlé, alors même que des feux de poubelles ont régulièrement lieu lors des blocages de lycées, sans que personne ne s'en formalise.

Ces épisodes ne sont pas sans rappeler une époque pas si ancienne où, dans le mouvement contestataire de l'après 68, on se solidarisait avec de jeunes incendiaires de leur école, entendant dans ces actes la critique de ce lieu de travail et de mise au pas quotidienne de la jeunesse.

Alors même qu'en 2005 beaucoup, et pas seulement dans les partis de gouvernement, avaient du mal à comprendre que des jeunes s'attaquent aux écoles, au même titre qu'aux commissariats par exemple, où en est-on aujourd'hui ?

Ne devrait-on pas repasser le film de ces mobilisations déterminées à soutenir les élèves en les défendant pour ce dont ils étaient accusés : contester en acte la situation qui leur est fait dans l'école, jusqu'à mettre en jeu sa destruction.

Cette liasse est principalement centrée autour de l'affaire dite « du collège Pailleron ». Le 6 février 1973, des collégiens mettent le feu au CES de la rue Pailleron à Paris (en face de l'actuel lycée Bergson). Le lycée s'effondre en brûlant en moins de 20 minutes, et 20 personnes, exceptionnellement présentes tardivement ce soir-là, meurent. Très vite, Patrick et Marc, élèves de 4^{ème}, sont mis en examen et incarcérés. Suite au drame une importante mobilisation se construit, déterminée à soutenir les deux garçons. Y prendront part profs, élèves, parents, voisins, militants, etc. Deux aspects sont mis en avant pour les défendre. D'abord le type de construction à l'économie qui a causé la mort des victimes. Nombre de ces « collèges

Pailleron » seront ensuite détruits d'ailleurs. Et puis la nécessité d'entendre leur geste, de le comprendre, voire de le poursuivre : on peut vouloir détruire l'école. On trouvera des extraits du 4 pages diffusé à l'époque à ce sujet, *Liberté immédiate pour Patrick et Marc*, ainsi que de *Libérons l'école* dont il est le supplément. L'affiche centrale, signée d'ailleurs de ce groupe constitué au départ pour le soutien de Jean-Louis Hurst, enseignant menacé de radiation de l'éducation nationale (voir Liasse 6), montre bien l'aspect fondamental et généralisable de la critique proposée, qui va même au-delà de la question de l'école pour affirmer la nécessité de refuser d'obéir et de se tenir à la place qui nous est faite dans ce monde. On a complété cette liasse avec des extraits d'un journal lycéen de

Sèvres en solidarité avec cette affaire, *Nous sommes tous irrécupérables*, ainsi que des brèves de l'APL et quelques articles relatant d'autres épisodes de mobilisation lycéennes intéressants à divers titres. Un extrait des *Invisibles*, un récit s'appuyant sur différentes expériences de lutte des années 70 en Italie, vient apporter la perspective d'une mobilisation intense et joyeuse de l'intérieur d'un lycéens. Pour ce qui est du collège Pailleron, la mobilisation jouera son rôle et les deux garçons libérés seront condamnés à 5 et 4 ans de prison avec sursis. Reste cette critique de l'école dont l'écho pourrait parvenir jusqu'à nous, et puis cette manière de pouvoir entendre qu'on puisse vouloir la détruire dont la relecture, dans le contexte du moment, pourrait donner à réfléchir.



ARCHIVES GETAWAY

Liberté immédiate pour Patrick et Marc, 4 pages, supplément à Libérons l'école n° 1, début 1973, extraits, p. 4.

APPEL POUR LA DEFENSE ET LA LIBERATION DE PATRICK ET MARC

Le 6 février 1973, 2 élèves de 4ème, Patrick et Marc, ont tenté de mettre le feu au C.E.S. de la rue Pailleron. On tente aujourd'hui de détourner sur eux toutes les responsabilités : incendiaires, criminelles, on veut voir en eux la seule cause de l'incendie.

L'INCENDIE POSE LE PROBLEME DE LA SECURITE L'ACTE DE PATRICK ET MARC POSE CELUI DE L'ECOLE

Le rôle de l'école est de dépister les 30 % d'élèves dits « normaux », et les 70 % de « retardés », « inadaptés », (futurs chômeurs, O.S., employés, etc.). Tous, à des titres divers, l'école les brise, elle sélectionne pour reproduire une société qui n'est qu'oppression, ennui et manque d'amour.

Cela, Patrick et Marc le sentaient bien; mettre le feu c'est leur révolte. Cette révolte est présente dans toutes les écoles, sous des formes diverses (résistance passive, chahuts, sabotage et destruction de matériel, vols, fugues, bagarres, toxicomanies).

Quand cette révolte et ce désespoir se sont exprimés par les suicides par le feu, notre société s'est hypocritement apitoyée. Aujourd'hui, se sentant menacée par l'incendie, elle traite en criminels deux jeunes de 15 ans. Elle les parque dans ses prisons comme ils étaient parqués hier dans les classes-dépotoirs que sont certaines classes de C.E.S.

La télévision, la radio et la presse accusent : « Ce sont des dévoyés ». Nous, nous affirmons : « Ce sont des révoltés ».

SOLIDAIRES DE LA REVOLTE FACE A L'ECOLE, nous nous engageons

- Nous exigeons la libération immédiate de Patrick et Marc accusés d'avoir incendié le C.E.C. Pailleron
- Nous demandons qu'un verdict de non-lieu soit rendu à l'égard de Patrick et Marc

car les véritables responsables sont l'Etat du profit, les ministres de l'Education Nationale, les responsables administratifs et les constructeurs. nous récusons les conclusions de l'enquête

Mais, s'il y a eu 20 victimes, c'est parce que le C.E.S., construit en matières inflammables, a brûlé en quelques minutes et s'est écroulé en interdisant toute évacuation. Patrick et Marc ont tenté de mettre le feu dans une classe. Ils ont peut-être à l'origine de l'incendie, mais pas responsables de la mort des victimes.

à susciter, rassembler, publier les témoignages expliquant comment l'école engendre de telles conduites.

Nous appelons les écoliers, lycéens, enseignants et tous ceux que l'école a brimés, à témoigner sur l'école qui produit « l'individu normal » (le citoyen bien-pensant et bien-votant, la machine à produire et à consommer) et le « délinquant, criminel ou fou » (celui qui échoue).

Nous utiliserons ces témoignages pour la défense de Patrick, Marc et leurs camarades devant l'opinion publique et la justice, et pour la défense de tous les Patrick et Marc en puissance.

NOUS EXIGEONS LA LIBERATION DE PATRICK ET MARC.

La prison, c'est l'usine de « récupération » des déchets scolaires. Au 1.1.71, sur 29.549 détenus, 27.452 étaient illettrés ou avaient un niveau d'instruction primaire.

Chaque année il passe 70.000 personnes par les prisons (détention préventive).

menée par l'Etat qui accuse les constructeurs, « oubliant » que c'est lui qui a agréé le procédé et autorisé la construction.

Nom Adresse

Signature :

(envoyer en double aux avocats et au Juge, au Palais de Justice de Paris).

Ce « journal » a été réalisé par des militants du Mouvement de Libération de l'Ecole, de Renovation Syndicale, du Manifeste pour la libération de Patrick et Marc et tous ceux qui ont écrit leurs témoignages.

Nous refusons de réduire l'affaire du C.E.S. Pailleron à un fait divers tragique. Ce journal veut témoigner contre le silence de la grande presse sur la révolte des jeunes dans les C.E.S. et les C.E.T.

Que faire de plus ?

- Adresser au juge Sablayrolles, ou par l'intermédiaire des avocats, des pétitions pour la libération de Patrick et Marc (encart dans le journal).

- Diffuser et afficher ce journal partout (inutile de le garder en conserve entre militants convaincus !)

Mais surtout

- Rédiger, vous-mêmes, les journaux, les tracts qui exigeraient la liberté immédiate et diront ce qui se passe vraiment dans les écoles, C.E.S., C.E.T. ou lycées.

- Organiser d'autres actions, envoyer les témoignages, textes, affiches, projets, pour préparer brochures, livres, films...

Pour le courrier : Liberté Immédiate, 73, rue Buffon, Paris 5ème (Une permanence fonctionne le mercredi de 18 à 20 heures)

le 26.2.73

Camarade,

Je m'appelle... Je suis maître auxiliaire au C.E.S. de... à Sarcelles.

Dans ce C.E.S. peut-être plus qu'ailleurs, les problèmes de l'école sont très aigus.

Pour ma part, je suis découragé car les élèves sont en fait inadaptés à la forme d'enseignement que je leur donne et j'ai vraiment l'impression d'être là pour les « mater ». La quasi totalité d'entre eux seront, comme leurs parents, des ouvriers. Ils ne s'intéressent pas à mon cours (cours de Maths) et se révoltent contre moi par le chahut, l'absence de travail, l'absence, l'indiscipline. Je suis d'autre part coincé par les parents qui veulent que je les fasse travailler. J'ai déjà eu deux congés de maladie à cause d'une grande fatigue nerveuse.

Je suis donc par ma position, très conscient que le cas de Patrick est révélateur d'une crise très profonde de l'école qui touche les élèves et leurs professeurs.

INFORMATIONS SUR L'INCENDIE DU C.E.S., RECUEILLIES PAR DES HABITANTS DU QUARTIER.

De nombreux témoignages ont été recueillis sur l'extension de l'incendie.

Il a pris à l'entresol, dans les salles de permanence. Il a été vu de l'immeuble au coin de la rue Manin, et des H.L.M. Au début la flamme était bleutée, mais elle a grandi, est devenue jaune, dégageant une forte fumée noire.

Des H.L.M., des gens ont crié à un professeur qui faisait cours au 3ème étage, à droite en regardant le C.E.S. Il a passé la tête à la fenêtre, a vu le feu, est sorti avec ses élèves.

Le feu s'est étendu à l'entresol : un foyer est apparu au milieu, puis un à droite ; un autre est apparu au 2ème étage, face au lycée Bergson. Puis le feu s'est étendu partout.

Alors les lumières se sont éteintes, à 19 h 45 (l'horloge s'est arrêtée à cette heure).

Entre la découverte du feu et l'extinction de la lumière il s'est écoulé au plus cinq minutes.

Les cloisons du C.E.S. étaient composées de deux plaques d'aggloméré, de 4 cm d'épaisseur, séparées par 7 cm de vide. Sous l'action du feu, ces plaques dégagent un gaz. Quand elles sont traitées contre le feu (ignifugées), ce gaz étouffe le feu. Mais l'effet du traitement disparaît en un an ou dix-huit mois, et alors le gaz dégagé active le feu. Les cloisons étaient sans doute très combustibles.

DES VIDES ACTIVANT LE FEU

En plus des cloisons creuses, il y avait des vides entre les plafonds et les faux-plafonds. On les voit sur les restes du C.E.S. Les cloisons ne montaient que jusqu'aux faux-plafonds si bien que tous ces vides communiquaient entre eux à un même étage. Des spécialistes du feu anglais disent que « ces vides jouent le rôle de cheminées horizontales à travers lesquelles le feu peut se propager jusqu'à 100 km/h », si bien que les compagnies d'assurances anglaises ont exigé la pose de cloisons métalliques entre ces vides. Du bâtiment, on peut dire que c'était une multitude de cheminées à tirage rapide.

La conception même du bâtiment peut expliquer la rapide propagation du feu et le danger reste dans tous les bâtiments construits sur le même type.

Mais est-ce suffisant pour expliquer l'apparition des différents foyers ?

Notre fille est en 6ème de C.E.S. Pendant tout le premier trimestre elle a pleuré et demandé à ne pas aller à l'école tant sa peur était grande ; elle avait mal au ventre et vomissait, ce qui nous a conduits à faire venir un médecin qui ordonna des analyses et qui, devant les résultats négatifs a conclu à la fatigue nerveuse. Elle se plaignait de la sévérité des professeurs, de la surveillante générale et de la directrice. Elle disait ne pas pouvoir supporter d'être punie au moindre bavardage et de ne pas avoir de récréations.

A la première et seule réunion organisée par la directrice pour l'ensemble des 6ème, parents d'élèves et professeurs, à la fin du mois d'octobre, il nous a été dit que les 6ème étaient particulièrement dures et que les enfants étaient nerveux et agressifs, les parents devaient donc renforcer la discipline à la maison. La directrice a annoncé qu'elle avait décidé de ne pas donner de récréations en expliquant qu'elle n'avait pas assez de surveillants et que l'état d'encombrement de la cour ne les permettait pas.

Quelque temps plus tard Eve est rentrée avec une punition collective à 6 pour retard sur les rangs ; les enfants ont reconnu qu'ils bavardaient et qu'ils ont eu un instant de retard. Très surpris, croyant que les retenues avaient été supprimées, nous nous sommes renseignés et nous avons appris qu'elles continuaient d'exister dans certains établissements scolaires.

Plusieurs incidents se sont produits montrant l'état de nervosité des enfants : bousculades accompagnées de coups et d'accidents.

Nous avons essayé avec d'autres parents d'élèves d'obtenir au moins une récréation, mais en vain.

Juste avant Noël le feu a pris dans un bâtiment neuf préfabriqué, les enfants ont été évacués. En allant chercher notre fille, nous l'avons trouvée surexcitée, en nous voyant, elle a sauté en criant : mon rêve s'est réalisé, l'école a brûlé.

Nous considérons donc qu'un enfant placé dans un climat psychologique tel puisse arriver à mettre le feu à son école et qu'on ne doit pas le tenir pour responsable de son acte.

même ignifugée
l'école est révoltante

UN CHATEAU DE CARTES

Le C.E.S. s'est effondré 20 minutes plus tard, vers l'intérieur, alors qu'il aurait dû tenir 1 h 1/2. L'armature d'acier portée à haute température, a sans doute perdu toute résistance et s'est effondrée dans le grand vide du hall. D'autant que les glissements de terrain avaient peut-être endommagé les fondations.

De nombreux témoins ont vu que pour édifier le C.E.S., on construisait toujours en même temps les parties opposées de l'ouvrage. Pourquoi, sinon parce que l'équilibre du bâtiment risquait d'être instable ?

Le C.E.S. s'est effondré en quelques minutes, comme un château de cartes.

PAS DE CONDITION DE SECURITE

Pourquoi les portes des escaliers donnant sur les cours étaient-elles bloquées ? Une fois le hall en feu, on ne pouvait plus s'échapper que par les fenêtres, en attendant les secours du dehors.

L'ORIGINE BIZARRE DE L'INCENDIE

La police a affirmé que Patrick avait mis le feu à deux litres de White spirit versés dans une corbeille à papiers. Aucun témoins n'a vu si Patrick avait réussi.

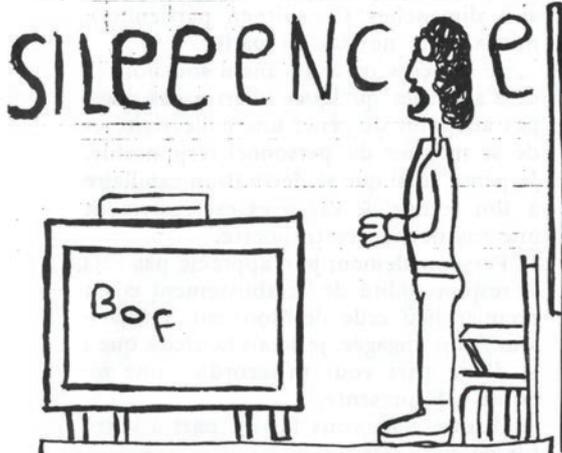
Pourquoi les travaux de déblaiement ont-ils été faits si vite, à la pelleuse, détruisant par là-même les traces de la salle de permanence ?

école } oppression
armée }
prison } répression

- chef, on a trouvé 2 responsables

2 jeunes

- bon travail, Messieurs!

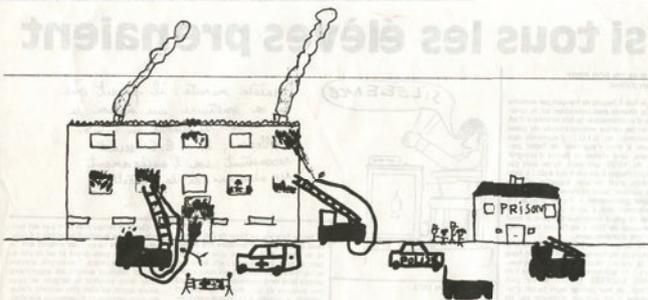


Votre appel laisse d'autant moins indifférent que le Lycée mixte d'Annemasse a été le lieu de quatre tentatives « criminelles ». Février 72, explosion étouffée, une seconde plus tard, souffle une cloison, feu au bureau des surveillants généraux, puis au Secrétariat du Proviseur. Ces tentatives révélaient (allumage retard à double pile) une technicité certaine dont on a gratifié des élèves de quatrième. A Annemasse, comme ailleurs, une *situation de guerre* existe entre enseignants et éliminateurs.

Ceux qui combattent s'attendent à subir les lois de la guerre. La répétition laisse largement supposer qu'ils ne sont pas repentants.

La défense se basera sur la clémence utile et la sévérité dangereuse, l'absence de droit à être sévère, l'absence de tri justifié, l'absence de croyance à la société attaquée.

Un professeur né en 1911
(mis à pied par Vichy)



liberté immédiate pour patrick et marc

Extrait du règlement intérieur des maternelles de Grigny (91) :

« Les parents sont invités à venir recueillir leurs enfants aux heures précises de sortie. (...) »

Des négligences dans le recueil des enfants imposeraient à Mesdames les Directrices l'obligation d'appliquer le règlement dans toute sa rigueur : l'enfant « oublié » sera confié au commissaire de police. »

Un feu fatal dans les ténèbres
Comme un pas dans la poussière
Un feu vocal et capital
Qui criait par dessus les toits

Au feu la mort

Ce feu prenait dans la chair
Ce feu s'en prenait aux chaînes
Aux chaînes et aux murs
Aux baillons aux serrures.

Paul Eluard.

LETTRE AU JUGE D'INSTRUCTION

Patrick et Marc, soupçonnés d'avoir mis le feu au C.E.S. Pailleron, sont actuellement emprisonnés à Fresnes et risquent plusieurs années de prison.

Nous demandons qu'ils soient soustraits à l'influence du régime carcéral que tout le monde sait néfaste. Pourquoi ?

— En prison, on s'abîme, et cela ne donne aucune chance de salut, bien au contraire. Que seront ces adolescents devenus adultes quand ils sortiront de prison ?

— Il y a doute sur leurs intentions réelles, car ils ignoraient la présence des enfants dans le C.E.S.

— Ils ignoraient les conséquences catastrophiques de leur geste : on ne peut l'assimiler à un fait de droit pénal, parce qu'il ne pouvait venir à l'idée d'un jeune que le C.E.S. brûlerait en quelques minutes.

— Tant que l'enquête technique sur l'origine et la rapidité de l'incendie n'est pas terminée et que la responsabilité des personnes qu'elle met en cause reste non déterminée, il n'est pas admissible qu'on punisse les gamins, car il y a deux procès à mener de front, celui des jeunes et celui des responsables de la construction du C.E.S., ou bien il y a un non-lieu pour tout le monde : il ne doit pas y avoir deux justices.

Il y a deux enfants à sauver.

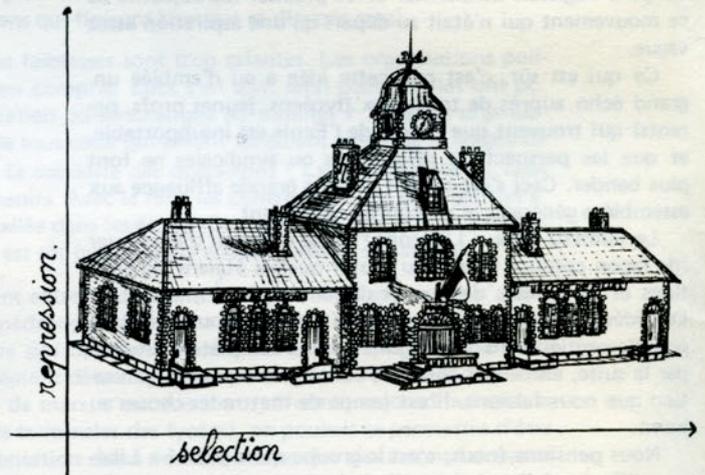
(des habitants du quartier)

UN C.E.S. FLAMBLANT NEUF : LE C.E.S. PAILLERON

Voilà ! Tout est rentré dans l'ordre. L'affaire a fait long feu (si l'on peut dire). On a trouvé les coupables, et on les a mis à l'abri. Quant aux responsabilités, toute la lumière est faite, toute la « vérité » comme dit l'autre. L'enquête, conjointement menée par l'Administration, la partie civile et le comité Vérité-Justice nous a révélé que les constructions modernes sont dangereuses. Qui l'eût cru ? Il reste donc à faire sauter (toujours si l'on peut dire) les responsables-si-haut-placés-soient-ils et à entonner tous ensemble « Des C.E.S., oui ! Mais en carton, non ! ». Autre responsabilité, morale celle-ci : le sexe, la drogue, le gauchisme, qui ont armé la main des deux jeunes incendiaires. A cet âge-là on ne sait pas ce qu'on fait, on est influencé par les aînés, plus politisés. Là aussi, il faudra être sévère. Bref, de gauche à droite on a entendu le même litanie : Patrick et Marc sont coupables, mais irresponsables.

Eh bien nous, nous disons : non. Toutes les théories psychologiques sur l'influence « des plus grands » ne nous font pas oublier qu'il y a eu intention préméditée de détruire une école laïque et obligatoire, que ce geste n'était pas le premier, qu'il a été imité à la cadence d'un incendie par jour dans la quinzaine qui a suivi, et que ça ne fait que commencer. L'affiche et l'appel pour la libération de Patrick et Marc devaient, dans notre esprit, permettre d'engager une riposte à l'ignoble campagne déclenchée contre les deux « jeunes pyromanes ». Cette riposte est restée très limitée, malgré un courant de sympathie évident à leur égard (témoignages, lettres au juge). Mais de façon générale, les conséquences générales de l'incendie ont été efficacement utilisées par la presse, les partis et autres institutions (pardon, l'opinion publique). Intégré dans la grande valse quotidienne des faits divers, avec ses vingt morts et ses gestes héroïques, l'incendie du C.E.S. Pailleron a perdu tout ce qui en faisait un acte pas comme les autres, ou plutôt imitable par d'autres. C'est que l'incendie pose le problème de la suppression de l'école. Les élèves « difficiles » (99,5 % des effectifs, d'après notre propre service statistique, que nous avons consulté), n'ont plus quand ils veulent s'exprimer, que ce type de violence un peu suicidaire. Evidemment, en théorie il y a mieux comme forme de révolte. Le problème c'est qu'ils n'ont pas le choix. Les professionnels de la pédagogie de récupération des déchets n'y peuvent plus rien : leurs saucés sont belles, mais dès qu'on y goûte on les crache. Plus rien en marche. Fontanet l'a d'ailleurs bien compris : il ne propose plus rien, et dans son dernier discours à l'Assemblée, on dirait qu'il a perdu la foi dans les sucreries rénovatrices d'après mai. Bref, des élèves brûlent leurs écoles, c'est comme ça, on n'y peut rien. Ceux qui s'obnubilent sur la sécurité des constructions aujourd'hui feraient bien de penser à la sécurité des professeurs demain. Des C.E.S. en béton ? D'accord, ça vaut mieux qu'en papier. Mais il faudra bientôt envisager de distribuer des gilets pare-balle aux professeurs pour qu'ils continuent d'assurer leur noble mission en toute sécurité.

NICE, 25 juin. — Dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25, le CES Henri Matisse, situé avenue Reine Victoria dans le quartier de Cimiez à Nice, a été détruit par un violent incendie ; il n'y a eu aucune victime.



DANS NOTRE RUBRIQUE « ECOFASCISME » (ou « Pas de pitié pour les violents »)

Militant de l'A.P.R.I., de « Vivre en harmonie », et adhérent de diverses autres associations naturistes, je lis « La Gueule ouverte » depuis ses débuts. Je n'ai jamais manqué un numéro et je suis d'accord avec vous sur la plupart des points : lutte contre les pollutions de toutes sortes, y compris la pollution mentale, prise de conscience par chacun de ses responsabilités vis-à-vis d'autrui.

J'ai cru me rendre compte que vous aviez quelque sympathie pour la non-violence.

Quelle n'est pas ma stupéfaction de trouver aujourd'hui un projet d'action en faveur de deux jeunes incendiaires ! Pourquoi cette démarche si différente de la ligne générale de « La Gueule ouverte » ?

Certes, les deux jeunes incendiaires ne sont pas les seuls coupables ; ils ont subi diverses influences (violences à la télévision, au cinéma, illustrés sadiques) : la responsabilité du gouvernement en ce domaine est extrêmement grave car les familles ne peuvent pas avoir l'oeil à tout.

Il y a aussi, comme dans le cas du 5-7, un certain nombre de fonctionnaires qui auraient dû s'assurer de la qualité des bâtiments avant d'en autoriser la fréquentation. Ces fonctionnaires devraient être actuellement parmi les accusés.

Mais il n'y a aucune raison de renoncer à poursuivre les deux jeunes incendiaires, en prétextant qu'ils ne sont pas les seuls coupables. La justice devrait être la même pour tous : tous les responsables, grands ou petits, devraient y être soumis.

Après leur condamnation (mais après seulement), je souhaite un geste de clémence, dans la mesure où ils manifesteront un regret sincère de leur crime.

Très épris de justice sociale, vous me trouverez toujours du côté des victimes, jamais du côté des oppresseurs et des tortionnaires.

Bien cordialement.

(lettre reçue à « La Gueule ouverte »)

C'ÉTAIT UN ACTE CRIMINEL!

6 écoliers (de 14 à 15 ans) avaient mis le feu pour se "venger" de mauvaises notes

2 D'ENTRE EUX SONT ARRÊTÉS. Les 4 autres interrogés

R APIDE PORTRAIT DE PATRICK ET MARC PAR LES MEILLEURS SPECIALISTES

Patrick :

- Vantard, brave garçon, toujours bien élevé, gentil, amoureux des animaux (France-Soir).
- Un peu vantard, bien considéré de ses voisins, poli, aimant les animaux (Comité Vérité-Justice du 19e).
- Vantard, complexé, menteur, un peu sournois, presque brutal (re-France-Soir).
- Esprit tordu (Journal du dimanche).

Patrick et Marc :

- Cancres, chahuteurs, réfractaires (le mot pour rire !) caractériels (L'Aurore).
- Pyromanes (L'Humanité - Détective).



PETIT JEU : QUI A DIT ?

1. « Les vrais responsables, ce sont les hommes d'un régime où la spéculation et les combines de toutes sortes peuvent se donner libre cours sur tous les terrains, où la seule règle demeure, comme il y a un siècle, l'« enrichissez-vous ».
2. « Pour un Pouvoir qui a tant fait pour les copains de la banque et les copains de l'immobilier ; pour un pouvoir qui a tellement protégé la fiesta des nantis . . . , pour un pouvoir que l'incendie menace de toutes parts et qui voit à trois semaines des élections monter dans le ciel un brasier . . . le feu, quel signe avant-coureur, quel symbole ! »
3. « Ainsi le pyromane du C.E.S. Pailleron a quatorze ans et demi, son principal complice aura seize ans dans une semaine . . . D'après les informations recueillies dans le quartier, ils appartenaient à un milieu « qui n'attire pas l'attention ». A la suite de quels remous personnels familiaux, scolaires, peut germer cette idée insensée de mettre le feu à l'école ? Il est trop facile d'en accuser comme le fait sans plus attendre M. Peyrefitte, ces adultes qui « abdiquent leurs responsabilités ».
4. « Le C.E.S. Pailleron a brûlé en quelques minutes, et un adolescent bien considéré des gens qui le connaissent, Patrick, un adolescent comme les autres, aurait tenté de mettre le feu . . . Comment un adolescent comme les autres, comme vos enfants peut-être, en est-il arrivé là ? Il y a deux procès à mener de front, celui des jeunes et celui des responsables de la construction ».
5. « Ils ne sont pas les seuls coupables . . . Christian Fouchet ou Alain Peyrefitte, ces deux partisans du pouvoir, mettent en cause la démission des parents, les propagandes diverses pour la violence et l'érotisme . . . Quel auto-réquisitoire ! Ne s'agit-il pas de deux anciens ministres de l'Education Nationale ? . . . Quel aveu de faillite de leur part ! »

HORS CONCOURS : « Ceux, quels que soient leurs misérables prétextes politiques, qui prêchent la violence à des enfants, sont d'immondes salauds sans excuses. C'est eux qui ont brûlé les vingt collégiens de Pailleron. C'est sur eux que devrait tomber la main de pierre de la justice »

(Barjavel : « Le Journal du dimanche »)

- A - L'HUMANITÉ
- B - L'AURORE
- C - COMITÉ VÉRITÉ-JUSTICE DU 19e
- D - MINUTE
- E - LUTTE OUVRIERE

Réponses : I E ; 2 D ; 3 A ; 4 C ; 5 B.

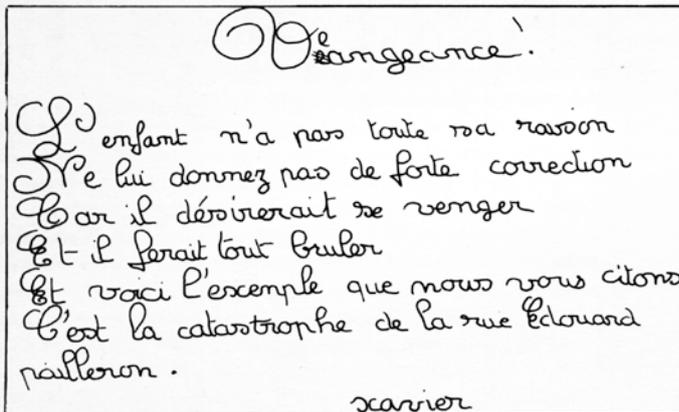
« COMMENT PEUT GERMER... »

Ecole Maternelle - Orléans la Source, octobre 72 - 2ème section : âge moyen : 4 ans.

Pour punir M. (enfant arabe qui plus est) qui a mis de la peinture en dehors de sa feuille de dessin, la maîtresse le met en slip et le promène dans toutes les classes dans cette tenue. Tout le monde en parle à la sortie de l'école pendant quinze jours, mais simplement en disant « Si ça avait été le mien, ça aurait fait du bruit » ; ou bien encore « ça serait allé jusqu'à l'inspectrice ». Mais aucune solidarité entre parents ne permet de riposter. Evidemment cela était tombé comme par hasard sur un enfant dont « on sait » que les parents ne diront rien. Mais qui sait les conséquences que ce geste pourra avoir plus tard sur le comportement de cet enfant ?

Autre exemple dans la même classe :

Un enfant dessine une feuille d'arbre en bleu : le dessin est immédiatement déchiré et jeté, l'enfant réprimandé.



Dans une école proche de la place de la Croix-Rouge (si cela vous est utile pour authentifier ce que je vous rapporte, je tiens l'adresse exacte et le témoignage de cinq camarades à votre disposition), dans cette école donc, j'ai été envoyé, pour une semaine, dans la classe d'un maître d'application.

Ce maître a ce que je croyais être une particularité chez un enseignant (j'en suis bien revenu depuis !), celle de ne pas aimer les enfants. Et d'être raciste en plus.

Quelques exemples :

1. Le matin, sitôt la porte franchie, il appelle à son bureau un petit Algérien qui doit lui présenter ses mains. Ceci assorti de quelques commentaires à notre adresse (nous étions deux stagiaires par classe) : « Vous comprenez, ces gens-là, la propreté, ça ne sait pas ce que c'est ! Si on n'est pas constamment derrière, ça ne se laverait jamais ! J'en ai eu, des « comme ça », qui avaient même des poux ! »

2. Un de ses élèves a deux ans de retard. Il n'est jamais interrogé, il n'a pas droit à la parole (« c'est un raté »). Le maître l'emploie à rincer l'éponge, essuyer le tableau, ramasser les papiers, tout en l'encourageant par des : « taré ! », « grande chèvre ! », etc.

3. Leçon d'écriture : le maître circule dans les rangs et donne des coups de pied dans les jambes pour faire reculer la position.

... L'IDEE INSENSEE DE METTRE LE FEU A L'ECOLE » (L'HUMA)

4. Les châtiments corporels sont encore en vigueur et donnés publiquement : j'ai vu un gosse frappé à coups de règle sur les fesses par le directeur qui l'avait déculotté et qui lui avait coincé la tête entre ses genoux. Et quand je dis frapper, c'est frapper, n'importe où, sur la colonne vertébrale, frapper pour faire le plus de mal possible.

5. J'ai vu un enfant écopé d'une punition (une phrase à recopier trois fois) et se la voir refuser quatre fois de suite pour une faute d'orthographe ou un mot oublié. (Le directeur examine les punitions dans les moindres détails, et à chaque refus, il accompagnait la sentence d'une gifle magistrale). Le gosse était à bout : J'ai passé deux récréations à corriger ses fautes, mais la façon qu'il a eue de me sourire m'a fait complètement oublier la connerie de « l'équipe pédagogique ».

A signaler :

- "Ecole de Mai" petit journal avec une bonne bande dessinée, par un groupe de Nancy (2F le numéro, 10F l'abonnement)

- "Pavé" journal des lycéens de Caen qui ont fait des dessins pour ce numéro.

- "Le Temps des Cerises" rédigé par le Comité d'Action du lycée Vauban.

Et...

ARCHIVES GETAWAY

Dépêches de l'Agence de Presse Libération du 30 novembre et 3 décembre 1971.

PARIS (APL 30 NOV.) : 4 000 LYCEENS ONT MANIFESTE HIER DANS LA RUE

Hier soir, 4 000 lycéens ont manifesté à partir du lycée Montaigne pour protester contre les sanctions prises contre trois élèves et la circulaire Guichard. Les slogans les plus repris étaient : "Guichard, y en a marre, à bas la répression", "A Montaigne la lutte continue!", "Reintégrez nos camarades sans conditions!", "A bas l'école des flics et des patrons!". En passant devant la prison de la Santé, les manifestants ont salué les prisonniers en criant "A bas les prisons Libérez les prisonniers politiques". Les manifestants se sont dispersés au métro St. Jacques, devant le bouclage policier du quartier.

PARIS (APL 30 NOV.) : LES TROIS LYCEENS SUSPENDUS DU LYCEE MONTAIGNE SONT EXCLUS DEFINITIVEMENT :

C'est à 2heures ce matin que les décisions définitives du Conseil de discipline du lycée Montaigne ont été connues. Les vigiles universitaires interdisaient à quiconque hier soir et cette nuit de pénétrer dans le lycée. Les trois élèves suspendus ont été exclus définitivement.

PARIS (APL 30 NOV.): APRES L'EXCLUSION DES TROIS ELEVES, LE MOUVEMENT AU LYCEE MONTAIGNE SE DURCIT :

Apprenant l'exclusion de leurs trois camarades, les lycéens de Montaigne ont décidé ce matin de continuer la grève. Réunis en assemblée générale, ils ont pris la décision de démission de tous les délégués de classe et de manifestation à l'intérieur du lycée. A 10h 15 ce matin, les délégués sont allés porter leur démission chez le proviseur tandis qu'un cortège defilait dans tous les couloirs du lycée. Un sit-in eut lieu ensuite devant le bureau du proviseur au cours duquel les lycéens brûlèrent ensemble leurs carnets de note et leurs cartes de sortie. Puis les lycéens se séparèrent en trois groupes : - l'un passait dans les classes qui n'étaient pas complètement en grève, - un autre partait en délégation dans divers lycées parisiens - le dernier collait des affiches devant le lycée pour expliquer le mouvement. A l'occasion de ce collage, deux lycéens ont été interpellés par des policiers en civil et relâchés une demi-heure après.

MARSEILLE (APL 30 NOV.) : PLUSIEURS LYCEE S EN GREVE CONTRE LA "NORMALISATION" :

Un mouvement de grève a démarré le 24 Novembre dernier au lycée Thiers à Marseille contre l'exclusion d'un élève et les circulaires ministérielles, en particulier la note confidentielle aux chefs d'établissement. La grève continue et samedi matin, la police a attaqué le piquet de grève composé de 40 lycéens, a matraqué interpellé 3 lycéens et confisqué le haut parleur des lycéens.

Au lycée de Rempart, pour protester contre des nouvelles mesures répressives de l'administration (fermeture des grilles le matin pour pénaliser les retardataires) les lycéens ont décidé de rentrer avec 20 minutes de retard mardi dernier, avec 45 minutes mercredi. Mercredi après-midi dernier, 300 lycéens se mettaient en grève et se rendaient massivement au lycée Thiers par solidarité avec le mouvement qui s'y développait.

ORANGE (APL 3 DEC.) LES LYCEENS LUTTENT CONTRE LES LYCEES PRISONS

Au lycée de l'Arc à ORANGE, l'ouverture des portes est commandée par un système électrique, les entrées et les sorties des élèves sont minutées. Si bien que les portes ne s'ouvrent qu'entre des heures très limitées. Depuis longtemps, les élèves dénoncent ce "cloisonnement policier".

Lundi 29 novembre dernier, un "Groupe d'Autodéfense de Lycéens" a détruit le mécanisme des portes et empêché la fermeture systématique du lycée, deux des éléments qui font, aux yeux de nombreux lycéens une "prison" de ce lycée.

Dans une note « confidentielle » aux chefs d'établissement

LE MINISTÈRE RECOMMANDE LA FERMETÉ LORS DES GRÈVES D'ÉLÈVES

Le ministre de l'éducation nationale a fait parvenir récemment aux chefs d'établissement du second degré une circulaire « confidentielle » contenant « ses instructions sur la conduite qu'il conviendra d'adopter si, au cours de l'année scolaire, des désordres se produisent du fait des élèves ».

« 1) En aucun cas, la présence d'élèves refusant d'assister aux cours ne doit être tolérée dans l'enceinte scolaire. Si des mouvements de ce genre se produisent, le chef d'établissement doit interdire toute « assemblée générale » et inviter immédiatement les élèves à rejoindre leurs classes, en s'abstenant de toute discussion avec eux sur des revendications éventuelles. Il leur rappellera qu'il existe des moyens réglementaires d'exprimer et de défendre leurs points de vue : demandes présentées au chef d'établissement par leurs délégués élus, saisie de la commission permanente ou du conseil d'administration. Ceux des élèves qui refuseraient d'exécuter cet ordre seront remis à leur famille, avertie par télégramme ou téléphone, au plus tard à la fin de la journée où le mouvement s'est produit.

« 2) Dans l'hypothèse où le grand nombre des refus rendrait difficile l'application de mesures individuelles, les recteurs pourront prononcer, après consultation de la commission permanente, la fermeture temporaire de l'établissement et faire procéder à son évacuation.

« 3) Les élèves remis à leur famille seront réinscrits sur engagement signé par eux et leurs parents, d'assister régulièrement aux cours. Les élèves qui refuseraient cet engagement seront laissés à leur famille jusqu'à comparution devant le conseil de discipline. En effet, la participation régulière aux cours

est une obligation fondamentale pour les élèves ; elle ne souffre aucune dérogation sauf pour raisons médicales, et le droit de grève n'appartient qu'aux salariés. Il sera rappelé à tous les professeurs qu'ils doivent procéder au contrôle des absences. Les inspecteurs généraux, dont l'attention a été tout spécialement appelée sur ce point, feront, au cours de leurs tournées, toutes les vérifications utiles à cet égard... »



(Le Monde 4 Nov 71)

Vingt et un morts par sa faute et il n'a que 15 ans. Un monstre vous dites-vous. Non, un gosse. Un gosse un peu pâlot, les cheveux de tout le monde, de grandes oreilles, plutôt petit de taille, pas tellement costaud. Lui aurait voulu être le plus fort. Alors, vantard, complexé, menteur, un peu sournois. Mais il y en a d'autres comme cela. Malheureusement, lui est passé à l'acte.

FRANCE-SOIR, le 13 Février

C. E. S. PAILLERON.

un geste de refus trop clair...

ça crame sec...

- Le 7 février. C.E.G. de St Just Signoret à Marseille
- Le 10 février. Ecole de Musique de St Prieux
- Le 8 février. C.E.S. de Tremblay les Gonnesses (Seine St Denis)
- Le 14 février. Ecole de la Nouvelle près de Marseille
- Le 15 février. Lycée de Bastogne (Belgique)
- etc - - - - -

LIBERONS NOS CAMARADES EMPRISONNES.

Si nos deux camarades, après l'incendie qui, en 8 minutes a totalement anéanti le C.E.S. Pailleron et fait 20 morts, ont été inculpés mis en taule.

C'est que la presse ment. C'est que le pouvoir veut s'innocenter. C'est que jamais pour des bulletins de vote, on a moins hésité à tuer.

...Pour des bulletins de vote on engage des architectes qui sont des tueurs à gages. Pour des bulletins de vote, on construit des lycées qui sont des bûchers.

C'est que 20 morts font 100 000 voix pour les politiciens. C'est que pour cacher la clique Pompidou tout.

C'est que quand ils s'appellent Peyrefitte, Fond le pouvoir en d'autres coups

C'est qu'il racheter 20 2 autres victi

Des coupables sont chargés De nos camarades ont dénonciation

information contre X pour apologie du crime d'incendie

Des tracts intitulés: "Liberons nos camarades inculpés" et signés "Les anars" ayant été distribués dans divers lycées parisiens à la suite de l'arrestation et de l'inculpation des deux jeunes incendiaires du C.E.S. de la rue Edouard Pailleron, la 4ème section du parquet du tribunal de Paris a ouvert une information contre X pour apologie du crime d'incendie et de l'un des crimes prévus par l'article 435 du code pénal, afin de rechercher les auteurs de ces tracts, imprimés sur papier bleu. L'instruction de ce dossier a été confiée au juge Jean Pascal...

la vérité, la est prête à

rend les criminels Pompidou tanet, Fouchet tend trouver bles. croit pouvoir morts en faisant mes.

les flics se d'en trouver. des, ils prétendent obtenu après des aveux, avec

la douceur et la persuasion qu'on devine, avec les méthodes infail- libles qu'on leur connaît. NOS CAMARADES SONT INNOCENTS.

INNOCENTS, ils le seraient à plus forte raison, s'ils avaient mis le feu. Il aurait bien fallu qu'ils y soient contraints. Le responsable en serait alors un monde où les adultes qui qu'il arrive, sont irresponsables, où les enfants sont mis au monde pour brûler vifs ou mourir en prison, où les enfants servent encore de boucs émissaires. Un monde auquel nous sommes prêts à mettre le feu. S'il nous prend envie de faire sauter les lycées; c'est qu'ils représentent devant nous un monde où règne la loi du fric, une économie peu économe en vies humaines, un système de concussions et de saloperie électorales. Un monde de brimades et d'ennuis, un monde où on emprisonne à 14 ans. La société entière est responsable, avec ses promoteurs, ses lycées, ses prisons. VINGT MORTS, CA SUFFIT, libérez nos camarades innocents.

LIBERONS NOS CAMARADES INNOCENTS

{multipliez meetings, discussions, grèves, actions directes.

Les Anars

ARCHIVES GETAWAY

Nous sommes tous irrécupérables, fanzine réalisé par des lycéens de Sèvres, 1973, extrait, p. 21.

Et quand les écoliers commencent à brûler leur école, c'est que la fin est proche. Et la société récupère ce geste authentique en mobilisant psychologues et spécialistes du mensonge. La presse en fait l'événement spectaculaire de l'année, cela fera vendre bien et permettra à certains d'assouvir leur soif de violence contenue. L'image de corps calcinés, le portrait ducoupable "monstrueux", le tout bien assaisonné de larmes pour diluer le sens d'un geste trop clair, fera baver l'opinion publique. Mais on omet de s'interroger sur les milliers de suicides d'adolescents qui "surviennent" chaque année.

LA SOCIÉTÉ A PEUR PARCEQU'À TRAVERS SES ENFANTS, ELLE DECOUVRE FINALEMENT SES PROPRES FOSSEURS ET LA CERTITUDE DE SA FIN PROCHAINE.

LIBÉRATION DE PATRICK ET MICHEL
VENGEANCE POUR NOS CAMARADES CALCINÉS

Pour nous la réalité, c'est cela, autant de refus quotidiens qui font trembler le vieux monde, autant de brèches qui permettent à tous d'instaurer leur propre autonomie et de lutter ardemment contre les faiseurs de vie triste. *L'EXPLOSION LA PLUS COHERENTE DE NOS COLÈRES DE NOS ENVIES A BEAUCOUP DE CHANCES DE RESSEMBLER À UNE INSURRECTION GÉNÉRALE...*

- groupe des irrécupérables -

LYCÉE PILOTE DE SEVRES

SEVRES, le 16 FEVRIER 1973.

La situation ne s'étant aucunement améliorée en Terminale C₁, nous nous voyons dans l'obligation d'appliquer la mesure envisagée par le Conseil de Classe, et le cours de philosophie est maintenant suspendu, sous sa forme habituelle.

Cela ne signifie pas que le professeur et les élèves se mettent en vacances, cela signifie que l'on ne fait plus de travail collectif avec toute la classe réunie; le professeur ne s'occupera que des élèves décidés à réfléchir et à travailler.

Nous espérons que par ces mesures les élèves sérieux pourront acquérir les connaissances et la formation intellectuelle qui leur est nécessaire, - et dans le but immédiatement utilitaire du baccalauréat.

Pour le Conseil de Classe de TC1

Le Censeur,

M. GEIREGAT

DES JEUNES BRULENT LES ECOLES

Des voyous ? Des malades ?

Pas plus que vous !

N'avez-vous jamais eu envie de brûler votre usine ou votre bureau ?
L'Ecole, c'est déjà l'Usine, c'est déjà le Bureau ! C'est la préparation à cette vie de cons que nous menons tous.

On nous dit : « l'Ecole, c'est l'Instruction, c'est le Progrès ! »

– Mais l'Ecole dresse les enfants à obéir aux chefs sans discuter, dans le travail et dans la vie.

– Mais l'Ecole, comme la télévision, c'est le bourrage de crânes et l'ennui mortel.

– Mais l'Ecole détruit la solidarité et enseigne la division aux enfants du peuple : le seul idéal qu'on leur propose, c'est de se faire concurrence entre eux pour se disputer des miettes de promotion.

C'est tout ça que les jeunes ne peuvent plus supporter !

Et personne ne peut croire qu'avec plus d'argent, plus de locaux, plus de maîtres, l'école va changer.



Nous n'acceptons pas les leçons de morale de ceux qui nous gouvernent, et qui sont prêts à construire n'importe quelle merde, pourvu qu'elle rapporte beaucoup d'argent. L'exploitation odieuse qu'ils font, eux et leurs journaux, de l'incendie du CES Pailleron, nous donne envie de vomir.

Ta gueule Peyrefitte ! Ta gueule Fouchet ! Pour faire oublier votre rôle, vous êtes prêts à envoyer au bagne des jeunes de quinze ans.

Nous ne le permettrons pas !

Libérons l'Ecole !

GREVE DES ELEVES DU C.E.S. P. ELUARD A GARGES LES GONESSES

22 mars : le matin beaucoup d'élèves de 3ème parlent du mouvement lycéen contre la loi Debré. Certains parlent d'afficher sous le préau des protestations contre cette loi, de « faire quelque chose », d'entamer une grève.

A midi une dizaine d'élèves de 3ème ont déjà constitué une sorte de comité et ont annoncé à l'administration le début d'une grève des élèves de 3ème. Certains, en cela d'accord avec l'administration, pensent que le mouvement doit se limiter aux classes de 3ème. Cependant dans l'après-midi, de nombreuses classes de 4ème refusent de travailler. Les élèves expliquent qu'ils sont également concernés et qu'ils se mettent en grève.

23 mars : les élèves en grève stationnent dans la cour. Il fait beau. Certains jouent de la guitare. L'atmosphère est détendue. Le mouvement est massivement suivi par les élèves de 3ème et de 4ème.

24 mars (samedi) : le conseil d'administration du C.E.S. déclare qu'il comprend la préoccupation des lycéens et des collégiens et se félicite du « sérieux » du mouvement.

26 mars (lundi) : la grève se poursuit le matin. Une assemblée générale des élèves réunie l'après-midi vote à la majorité la « suspension de la grève ». Cette décision reflète l'opinion de la majorité du comité de grève qui a de fréquents contacts avec l'administration (par les délégués officiels des classes). Il ne s'agit pas, disent les élèves d'une démobilitation, mais d'une décision tactique. La grève pourra évidemment être reprise en fonction des événements. Une AG est décidée pour le lundi, une délégation d'élèves a pris officiellement rendez-vous jeudi avec le député-maire de Sarcelles.

27 mars : travail normal, mais discussions nombreuses.

29 mars : à 10 heures la délégation est reçue à la mairie de Sarcelles. Pendant ce temps, au C.E.S. se déroule une AG des élèves. Au sein de cette assemblée, une certaine confusion règne, les discussions sont vives, les membres présents du comité de grève se trouvent pris à partie par beaucoup d'élèves qui essaient de les empêcher d'exprimer leur point de vue « raisonnable », d'exercer une direction autoritaire du mouvement, d'imposer leur discipline qui ressemble fort à celle de l'administration. Les tensions sont vives entre les élèves de 4ème (ou même de 5ème, glissés là en douce) d'une part et quelques membres du comité (élèves de 3ème, « type I » délégués officiels de

classe par surcroît). Les délégués reviennent de la mairie avec le soutien verbal du député. L'atmosphère est houleuse. L'assemblée contraint les membres du comité de grève inquiets à procéder à un vote. La grève illimitée est décidée vers midi, à une forte majorité, contre l'avis du comité de grève. Une certaine euphorie règne chez les élèves. Certains sont mécontents du manque d'auto-discipline.

L'après-midi les élèves se réunissent et tentent d'organiser leur mouvement et de trouver des occupations. Ils passent en revue les types d'action. Beaucoup se contentent de profiter de ces vacances inattendues.

30 mars : les élèves organisent des contre-cours, en français, langues, sciences naturelles, maths. Les élèves travaillent par petits groupes de copains, originaires de diverses classes et des deux niveaux (4e et 5e). Ils sont sérieux mais de très bonne humeur. Certains fument. Un élève fait fonction de prof, lit le cours, tente de donner des explications, de répondre aux questions, lit la dictée, ou commente le livre. Les élèves discutent, mais ne se coupent pas la parole. Ils remarquent que lors des dictées et exercices, personne ne cherche à tricher : « ce n'est plus la peine, il n'y a pas de prof ». Certains élèves consentiraient à ce que les profs viennent assister en tant « qu'élèves » à un contre-cours dans une discipline qu'ils n'ensei-

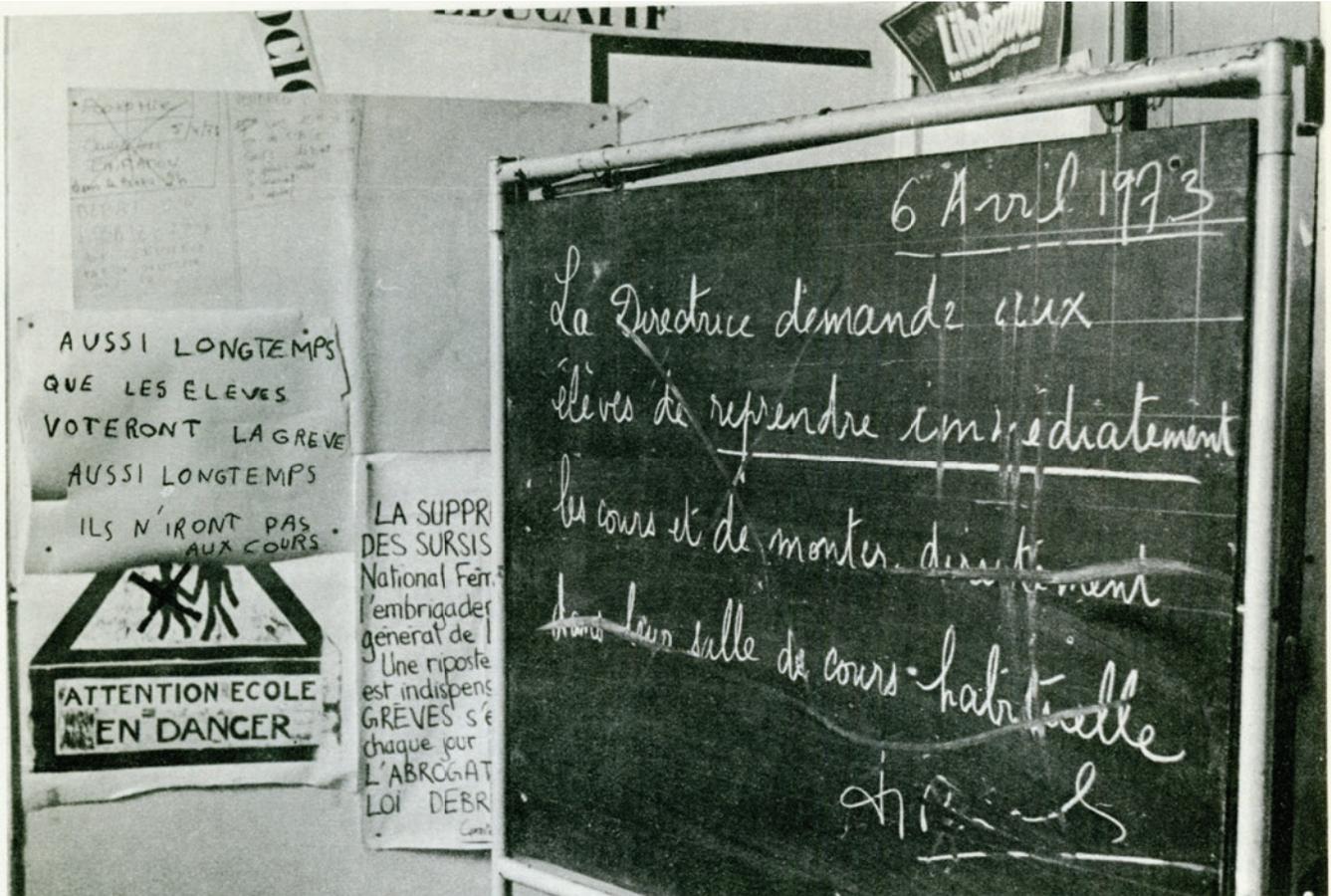
gnent pas normalement. Quelques élèves remarquent qu'ils peuvent se passer de profs. D'autres pensent que cela ne pourrait pas durer longtemps même avec le manuel, à cause surtout des examens. Des guitares sont au centre de certains groupes dans des salles. Un atelier d'affiches, sous forme de contre-cours de dessin fonctionnelle. Ailleurs on rédige des textes. Le nettoyage des salles, des couloirs, des escaliers de la cour est organisé. Des élèves parlent d'installer un buffet et une buvette ou d'utiliser les distributeurs de boissons des profs. Un service d'ordre dont le signe distinctif est un brassard fait la chasse aux mégots et aux papiers, veille à ce que la pagaille n'atteigne pas un niveau trop élevé.

Au début de l'après-midi les profs se réunissent. Des élèves, parmi les plus mobilisés, sont très préoccupés par l'attitude et le soutien des profs. Ils demandent à assister à la réunion des profs. Après des discussions qui apparaissent aux yeux des élèves comme des tergiversations un peu curieuses, une majorité de profs se prononce pour une grève d'un jour, dans le but de soutenir l'action des élèves contre la loi Debré. Cette grève aura lieu lundi 2 avril. Une minorité importante de profs propose une grève à reconduire chaque jour. Au cours du débat, des élèves prennent l'initiative d'intervenir et de critiquer la position de certains profs.

31 mars : les élèves continuent leur occupation des salles, des couloirs et de la cour du C.E.S. Les activités continuent.

2 avril (lundi) : les profs sont en grève. Certains se plaignent que la décision de grève n'ait pas été prise en leur présence. Peu se déclarent contre la grève et contre le soutien aux élèves. Des élèves disent





que certains profs ont proféré des menaces contre les élèves grévistes et que d'autres leur ont « interdit de faire grève ». Le principal rappelle qu'on ne peut sanctionner un élève pour fait de grève. Les élèves du comité de grève réclament l'aide (?) des profs. Certains de ceux-ci organisent des débats avec les élèves, l'écoute de bandes de magnétophone ou des revues de presse.

A 10 heures, AG profs-parents d'élèves avec la présence maintenant rituelle de nombreux élèves. Les discussions s'éternisent. Parents et professeurs se disent heureux de voir les élèves prendre au sérieux leur rôle de citoyen, mais commencent à exprimer leur inquiétude sur la forme et la durée de la grève des élèves. Les élèves interviennent et expriment fermement leur volonté de poursuivre leur action jusqu'à l'obtention d'un résultat. Ceci est mis sur le compte d'un certain entêtement juvénile par beaucoup d'adultes qui le disent ou qui le pensent. Les profs qui soutiennent les élèves paraissent dans la plupart des cas très paternalistes. Ces derniers décident de déjeuner à midi avec les élèves pour régler le problème de la surveillance de la cantine, mais l'initiative rate un peu car les services de l'inspection s'arrangent pour que les profs se retrouvent regroupés à table.

A 13 h 30 une AG rassemble les élèves et plusieurs profs qui présentent des points de vue contradictoires et confus. Certains parents parlent d'une fermeture

éventuelle de l'établissement et de l'envoi de C.R.S. Les élèves se prononcent tous sans hésiter pour la poursuite de la grève. Un ou deux d'entre eux, du comité de grève, expriment un certain pessimisme quant à l'avenir du mouvement et à son résultat.

En fin d'après-midi, quelques élèves et quelques profs se retrouvent à la manif à Paris.

3 avril : les représentants de fait des élèves vont voir les profs pour leur demander de les soutenir. A midi, les profs se réunissent et se disputent. Finalement, une minorité exige un vote secret pour le vote sur la grève. Une grande confusion règne. Les élèves présents sont très déçus car ils se faisaient une autre idée des profs. Ils pensent que ceux-ci masquent hypocritement leur désir d'abandonner le soutien aux élèves. Ce point de vue se confirme dans l'après-midi. Un vote secret avec plusieurs possibilités paralyse l'action engagée par les profs la veille. Les profs ne savent plus que répondre aux élèves. La grève des profs est finie.

Les élèves se réunissent dans diverses salles. Les représentants (comité de grève de composition variable) n'ont plus le moral. Les contre-cours ne fonctionnent plus très bien. L'autodiscipline est difficile. Les méthodes autoritaires ne marchent pas. La grande masse des élèves ne suit pas les désirs des responsables. Le « laisser-aller » s'accroît. On joue aux cartes, de la guitare, on discute, on chahute. Beaucoup

d'élèves quittent le C.E.S. dans la journée, certains ne viennent plus. D'autres cependant se réunissent pour avancer des revendications possibles (?) : un foyer avec diverses activités par exemple. Ils sont virulents et amères. Ils pensent que les profs ou l'administration se foutent des revendications des élèves.

A 16 h, 30, on apprend que l'administration a découvert une armoire renversée avec du matériel répandu sur le plancher. Ce « prétexte » permet d'entamer une action contre le mouvement des élèves dont la durée et les formes commencent à inquiéter sérieusement les adultes. Il s'agit d'informer individuellement les parents de la participation de leur enfant à la grève et d'exiger d'eux une autorisation écrite.

5 avril : dès 8 heures du matin la grande majorité des élèves assiste à une réunion, plus ou moins téléguidée par l'administration et les profs. Les élèves viennent voir ce qu'on va leur dire. Certains profs proposent d'assurer une présence auprès des élèves comme caution d'ordre et de sérieux, sinon l'administration interrompra la grève.

Le principal fait un discours où il montre que le mouvement actuel n'a plus d'objet. Il parle de la démission de Debré, etc. Ce mouvement est inquiétant pour leur avenir, etc. Il évoque de nouveau le risque de fermeture de l'établissement, de la police, etc. Il demande aux élèves de se prononcer. Ils seront libres de décider.



Plus un seul mouvement
après la première sonnerie.
Voilà le pilier de la civilisation
occidentale.

Les élèves se réunissent pour en discuter et décident de poursuivre la grève malgré tout. Quelques individus vont à des « cours » de certains profs qui ont décidé de prendre les élèves s'ils sont plus de 4 à vouloir travailler.

L'après-midi, les élèves écoutent des disques, jouent aux cartes, fument, flirtent. Les élèves de 3ème pratique qui sont normalement consignés au sous-sol ou dans la cour, montent dans les étages et se mêlent aux autres. Les délégués « responsables » sont inquiets et déprimés. Pessimistes, ils attendent la fin du mouvement. La plupart des élèves semblent, par contre prendre goût à la situation.

6 avril : le matin, sur injonction de l'administration, les élèves votent de nouveau. Parmi les présents, peu nombreux et sans compter les abstentions, les voix pour ou contre sont en nombre égal. Le comité de grève fait une active propagande pour la reprise du travail. Les délégués de parents, l'administration, les profs parlent à ces élèves raisonnables le langage de la raison.

L'après-midi, avec un encadrement de prof et de l'administration, les élèves votent de nouveau, mais cette fois l'affluence est record. Certains élèves partisans acharnés de la poursuite de la grève, font une propagande astucieuse. Les filles (les plus mignonnes) embrassent les garçons qui votent pour la grève. De même quelques « grands » embrassent les filles. Un joyeux chahut difficilement contenu par les profs agrémente l'attente du résultat. Vers 15 heures la poursuite de la grève est votée à une large majorité. Le principal est furieux, les profs nerveux, les parents atterrés : « La grève n'a plus de sens, ce n'est pas sérieux ». L'administration réagit et exige des profs : appel aux cours et communication de la liste des absents aux parents ; cours normal sans rattrapage possible même s'il n'y a que 5 élèves présents. Mais pour l'instant, il n'y a pratiquement pas de cours en 3ème et 4ème. Cependant l'effet psychologique jouera : le principal tient aux élèves le discours de la fermeté sur le mode de la colère contenue.

A la fin de la journée la plupart des élèves rigolent en quittant le C.E.S.

7 avril : les pressions s'accroissent. Les élèves sont pris à part individuellement. Vers 10 heures, la reprise des cours commence progressivement.

9 avril (lundi) : les cours sont « normaux ». La grève est finie. Personne n'en parle plus.

LYCEE TECHNIQUE Roger VERLOMME
24, rue Fondary - Paris XV^e

MOTION
de la
COMMISSION PERMANENTE

Réunion du 29 Mars 1973

La Commission Permanente consciente du malaise de l'Enseignement que traduit l'actuelle grève des lycéens, notamment au Lycée Roger Verlomme,

redoute que la pratique des cours « auto-gérés » entraîne une scission durable dans le corps professionnel de l'Établissement, craint qu'elle ne soit pas la meilleure manière de préparer des examens prévus pour sanctionner une forme traditionnelle d'enseignement, souhaite que les élèves prennent conscience des dangers que leur ferait courir la poursuite d'un mouvement qui ne saurait en tout état de cause devenir permanent,

demande que tout soit mis en oeuvre de toute urgence pour que soit mené à tous les niveaux un effort de réflexion et d'étude afin de réaliser une véritable réforme de l'Enseignement souhaitée et attendue depuis 1968.-

RÉSULTATS DU VOTE :

Nombre de votants : 13

Pour : 8
Contre : 1
Abstentions : 4

FOYER

EDUCATIF

PLANNING
JEUDI 29

MATHS Mme CASANOVA
8^h30 → 10^h30 Salle 6
• Fonctions exponentielles
• LOGARITHMES
6^h30 → 12^h20
exercices d'application

ECO Mme Brémont
SALLE 2
10^h30 → 12^h20 LACHINE

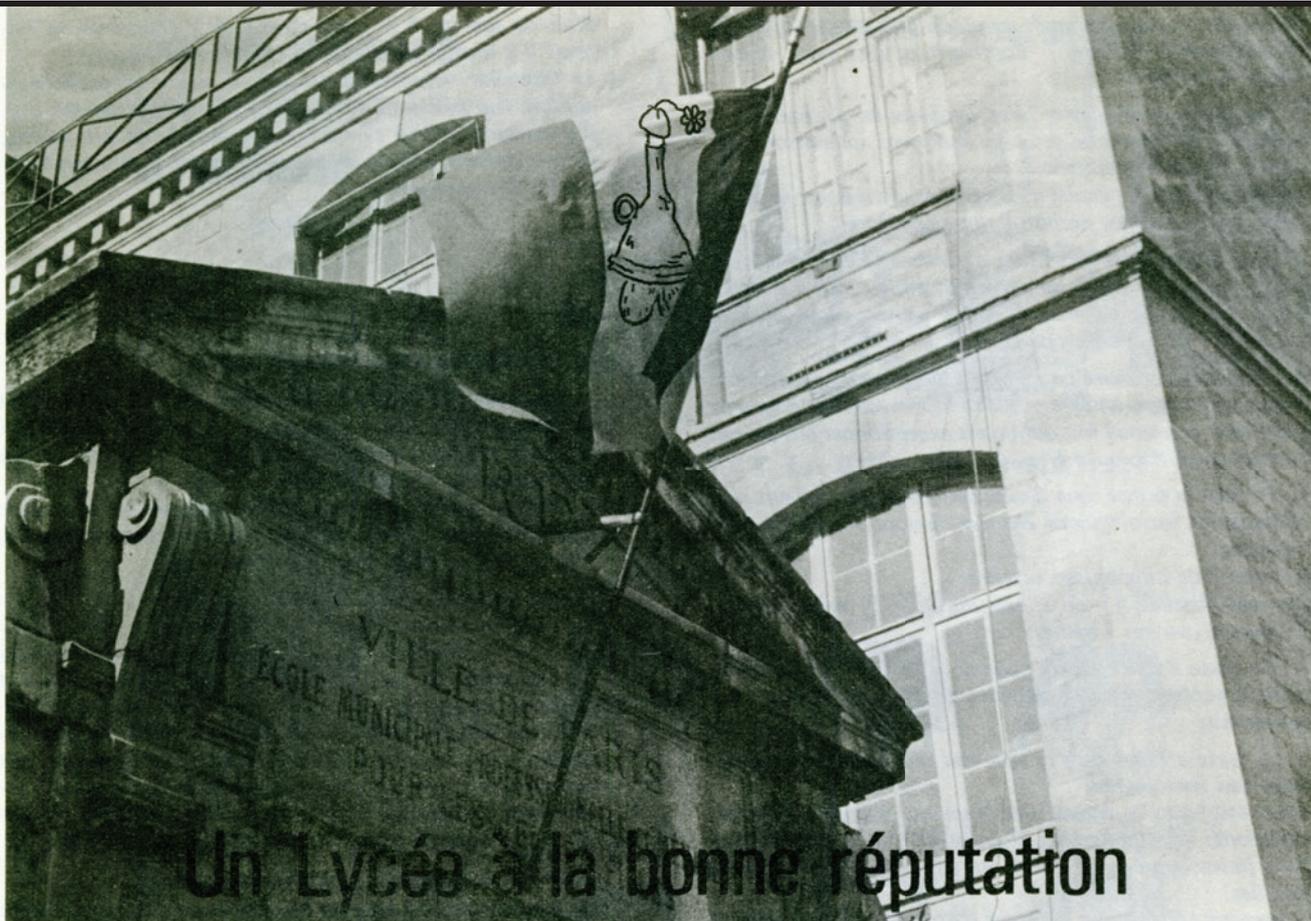
HISTOIRE Mme WEYL
SALLE 16
Dans la machine
• Projection de diapos et documents
• Débat

ANGLAIS M. BENOÎT
M. GRIS
SALLE 19
de 9^h30 à 12^h20

et fabrication de Sténographes
• Discussion sur les aspects des problèmes des années USA

TECHNIQUES QUANTITATIVES
DE GESTION
• Étude de cas
• Première ligne de débouché
SALLE: LA COUVERTURE DE VILLE

JEUDI 29
A.G. 13^h
YENEZ NOMBREUX



Trois semaines de grève au Lycée Technique Le Corbusier à Aubervilliers. Pour la première fois, des professeurs ont pris fait et cause pour les élèves. Pour l'administration, incapable d'imaginer et de comprendre une révolte autonome des lycéens, ce ne peut être qu'un complot ! Il y a des choses qu'on ne pardonne pas !

Le lycée dont il s'agit, c'est le lycée Technique Le Corbusier à Aubervilliers. Il a, semble-t-il, bonne réputation, car il est propre, bien tenu, l'ordre y règne, il n'est pas de ces établissements dont on cause dans les journaux.

Il est comme ces Emirats du Golfe Persique dont on ne parle pas non plus et où subsiste un quasi esclavage. Là, au Corbusier, le tyranneau local porte un joli nom : Pynson. Il n'est pas Emir, il est Proviseur.

Le lycée technique qui produit de futurs agents de maîtrise comporte aussi un CET où on « forme » de futurs ouvriers. Il faut apprendre à la jeunesse qui y est enfermée à obéir ou commander. Et c'est bien là ce que le Proviseur attend des enseignants. Il faut d'ailleurs reconnaître que certains s'acquittent fort consciencieusement de cette tâche.

Les élèves, eux, ressentent violemment l'ennui et la discipline et la grève contre la loi Debré fut longue au Corbusier, bouleversa la vie du Lycée, précipita la prise de conscience de nombreux élèves qui se posèrent tout de suite nombre de questions sur l'école et sur leur école.

Du côté des enseignants, car c'est essentiellement d'eux dont nous voulons parler aujourd'hui, le double rôle de garde-chiourme et d'arrosoir de connaissance que le Proviseur entendait leur faire jouer ne convenait pas à tous¹.

Plutôt que de longs discours et de grandes généralités sur la répression patronale (car c'est bien d'un patron qu'il s'agit), nous avons choisi deux exemples parmi bien d'autres.

¹ Si on parle ici du cas particulier de ce proviseur, c'est comme l'illustration de ce que, semble-t-il, doit être un chef d'établissement dans la logique de la réaction pompidolienne. Que celui-ci le soit, alors que d'autres n'y arrivent pas, n'est certainement qu'affaire de circonstances.

1. « L'AFFAIRE » DU CES PAILLERON

On se souvient de l'incendie du CES PAILLERON qui posa de manière dramatique le problème de la politique bourgeoise de la construction. On sait également que l'incendie fut allumé par deux élèves du CES. Ce geste pouvait à bon droit amener à se poser des questions. Ce qui fut fait dans un texte, affiché dans la salle des professeurs, et signé par une douzaine d'enseignants — ajoutons au passage que le droit d'affichage libre dans la salle des professeurs ne fut obtenu, au début de cette année, que très difficilement, pour tout dire, il fut pris. Un signe parmi d'autres du souci patronal d'infantilisation des enseignants :

Voici ce texte, indéniablement modéré :

*« Vivent les vacances
Point de pénitence
Les cahiers au feu
Les profs au milieu*

1. *Un CES qui brûle en 20 minutes et s'écroule comme un château de cartes . . .*

Pourquoi le système très efficace (Brinel) de lutte contre l'incendie utilisé dans les grands magasins est-il toujours absent des écoles ?

L'argent, la marchandise, mais les gosses ?

2. *Dans le CES Pailleron, il s'est trouvé 6 élèves pour faire brûler ou regarder brûler leur établissement.*

Pourquoi cet acte collectif est-il dirigé justement contre l'établissement scolaire ? Comment celui-ci est-il devenu l'objet à brûler ?

3. Ces élèves incendiaires nous semblent-ils si étrangers ? Sont-ils si différents de ceux qui sont dans nos classes, s'ennuient, sèchent, chahutent ?

Ils n'ont pas brûlé l'école, mais certains n'en rêvent-ils pas ? Comment le système produit-il des incendiaires ?

4. Il est facile de répondre que si ces élèves s'ennuient, c'est parce que nous sommes de « mauvais profs ». Est-il possible d'être aujourd'hui autre chose que « mauvais prof », « mauvais élève » ou « mauvais parent » ?

5. A qui veut-on faire croire que « politisation excessive », « gauchisme irresponsable », puissent être les clefs d'un acte dont tout le monde sait qu'il n'est exceptionnel que par ses conséquences tragiques ?

6. Et dans la presse, que d'explications prétendent psychologiques, sociologiques, économiques, pour cacher le goût morbide . . .

Et chacun de culpabiliser les autres . . .

Des responsables, il y en a, près du pouvoir, au pouvoir . . . Et nous, « pauvres » agents ? »

Ce texte s'attira, de la main du Proviseur, dès le lendemain, la réponse suivante, affichée elle aussi dans la salle des professeurs :

« Le texte affiché dans la salle des professeurs est une insulte aux enseignants.

Vous êtes dans le Lycée, une immense majorité d'adultes conscients et responsables. Vous savez le rôle éminent que vous jouez auprès des jeunes qui vous sont confiés par les familles.

Comment pouvez-vous accepter d'être traités d'incendiaires ou de fabricants d'incendiaires ? Comment pouvez-vous accepter d'être ainsi culpabilisés ? Les jeunes n'attendent pas qu'on les flatte ou qu'on les désespère et c'est alors qu'écoeuvrés par le lamentable spectacle de démission et de lâcheté d'un très petit nombre d'adultes et sans pouvoir faire les distinctions qui s'imposent, ils s'en prennent à tout le monde.

Un malaise règne en ce moment parmi vous dans ce Lycée. Une minorité s'efforce de saper votre confiance en vous, sous un vocabulaire plus ou moins hermétique, où se retrouvent, mal digérées, toutes les « idées » (?) à la mode dans un monde bourgeois décadent, avec lequel nos élèves, les enfants d'Aubervilliers, n'ont rien à voir, se camoufle le « désarroi personnel d'une poignée d'enseignants mais aussi la médiocrité, la paresse, la veulerie.

Soyez confiants en vous, sûrs de l'importance de votre rôle, sûrs de l'estime de vos élèves qui ne sont pas dupes et savent très bien faire le tri des « bons » et des « mauvais » enseignants.

Les contacts avec les familles doivent aussi vous rassurer. Ceci dit, il serait souhaitable que le Proviseur, un enseignant parmi d'autres, ne soit pas le seul à répondre à l'infâmie ».

Il fut le seul.

Pas découragé pour autant, le proviseur remit ça le lendemain avec cet autre texte, certes moins ordurier, mais d'une réjouissante débilite paternaliste :

« Mise au point :

S'exprimer c'est agir. C'est aider ou c'est désespérer. C'est éclairer ou c'est semer la confusion. C'est souder une équipe éducative ou c'est la détruire.

La « liberté d'expression » n'est pas innocente. Elle n'est pas le droit de dire ou de faire n'importe quoi.

La salle des professeurs n'est ni hors du temps ni hors de l'espace. Elle est le lieu de passage et de rencontres d'adultes et parfois d'adolescents. Elle pourrait être aussi un lieu d'accueil. Après la classe un enseignant aspire à la détente. Il a

droit au sourire, à la main tendue, à la courtoisie, au respect: Il a droit à la Paix et qu'on lui laisse la paix.

Le Proviseur ne polémiquera pas. Il assure les professeurs qui font leur métier honnêtement, consciencieusement, courageusement, même s'ils échouent parfois, de son estime, de son soutien actif et de son dévouement à leur service et à celui de nos élèves. »

2. LES NOTES ADMINISTRATIVES

C'est avec les notes administratives que le talent de notre tyranneau local a pu s'exercer avec le plus de verve. Cinq MA se virent attribuer respectivement 11, 12, 14, 15 et 15. Des chômeurs pour l'année prochaine.

Mais le patron a surtout donné libre cours à son talent épistolaire avec 3 titulaires gratifiés respectivement de 13, 10 et . . . 0, et dont voici les rapports :

— Professeur certifié de Mathématiques :

« Si M: Alexandre se tenait strictement à son rôle d'enseignant en mathématiques, il pourrait être considéré comme un professeur de qualité moyenne. Mais par son action et ses prises de position publiques, il s'efforce de détruire auprès des élèves et de ses collègues l'autorité de l'« administration » et plus spécialement du chef d'Etablissement, pris violemment à parti au cours d'une réunion générale des enseignants. Sa façon de servir est contraire à la bonne marche de l'établissement. Reconduction de sa note de 1972. »

— Professeur certifiée d'Histoire-Géographie :

« Chahutée, parfois absente, souvent en retard, ne préparant pas sérieusement ses cours, ne faisant pas travailler ses élèves, Mlle Groud est un mauvais professeur.

Cela pourrait s'expliquer (sinon se justifier) par son très jeune âge, son inexpérience. Malheureusement, Mlle Groud est consciente de ce qu'elle fait. Entrée dans l'enseignement pour « libérer » les lycéens, méprisant tout conseil, Françoise, comme l'appellent les élèves, a choisi la facilité et le « copinage » à la limite de l'équivoque, l'hostilité systématique et déclarée à l'« administration ». Des résultats sont là, elle est dans l'impossibilité de faire son métier. Peut-être le 1er cycle lui conviendrait-il mieux, au moins à l'essai. »

— Professeur Agrégé de philosophie :

« Sectaire, fanatique, ennemi déclaré et violent de l'école, insultant l'« administration », menaçant ses collègues, prenant la tête du « puissant mouvement des lycéens » (selon ses propres termes), M. Manesse a perdu tout sens de la mesure, à un point qu'on peut s'inquiéter de son équilibre psychique et affectif.

Persuadé qu'il jouit d'une totale impunité, appuyé par quelques autres professeurs, il continue l'entreprise commencée l'an dernier, de destruction d'un Lycée dont la bonne réputation lui est insupportable. Il n'est parvenu qu'à compromettre les études des élèves, à rendre l'atmosphère irrespirable dans la salle des professeurs et à semer la zizanie dans le Lycée. Devra-t-on longtemps supporter ses extravagances ?

J'avais proposé en 1972 la note 8. Elle a été arrêtée à 13. M. Manesse s'est, de toute évidence, senti encouragé. Il n'y a que 2 notes qui peuvent lui convenir : ou 0 ou 20. Cela dépend des points de vue ! Le mien est qu'il faut protéger l'école. »

Et si cette histoire vous a plu, demandez votre mutation pour Le Corbusier.

Des enseignants du Corbusier

Un dossier plus complet sur la situation au lycée technique Le Corbusier est en préparation. Pour l'avoir, écrire à « Libérons l'Ecole » — 73, rue Buffon, Paris (5e).

ce que je pense de l'école

Je n'aime pas l'école pour diverses raisons. Tout ce qu'on m'a appris ne m'a guère servi. Peut-être est-ce de ma faute parce que je n'écoutais pas. Eh bien, c'est très compréhensible ; cela ne me plaît pas, on nous fait gober des tas de choses dont la plupart ne sont pas vraies. Mais que voulez-vous, c'est toutes ces personnes de l'Education Nationale qui nous imposent ces conneries. Qu'est-ce qu'on en a à faire que les rois soient morts à telle date, la durée de leur règne, les événements . . . Ils sont morts, qu'on les laisse en paix.

Tous les ans c'est pareil. Ce qu'on a appris les années précédentes on nous le recoltine les années suivantes deux, trois fois, ça peut encore aller, mais tous les ans . . . ras-le-bol. Après tout, qu'est-ce que cela peut nous faire ? Nous avons tant de choses à apprendre sur la vie et toutes ses sa- loperies.

Je suis même certaine qu'aux yeux de certains profs on est des cons : lever le doigt pour prendre la parole, croiser les bras, en rang deux par deux sans oublier ferme ta gueule et écris, si tu n'es pas sage je te retire un bon point ou le contraire tu auras une image.

Quand je repense à tout cela, je suis écoeurée ; de quel droit ils se permettent ? Mon dieu, quelle bande de pigeons on était ! De toute façon, en sortant de l'école il faut aller au bahut et se faire exploiter, gagner un peu d'argent et à bon entendeur salut.

Je me souviens d'une institutrice qui prenait plaisir à déculotter ; toutes celles qui n'avaient pas été sages à la fin de l'heure y avaient droit. Elle nous faisait monter sur une petite estrade en nous faisant honte devant toute la classe. Si je la retrouvais, je lui lancerais bien des vanes moi aussi qui lui feraient honte. Je suis juste, chacun son tour, on ne rigole pas en voyant ses amies ainsi, cela nous fait plutôt mal, même petite, du moins pour moi.

Quand je rencontre un de mes anciens professeurs, j'essaie de l'éviter. Je n'ai plus de comptes à leur rendre, alors les questions, qu'ils se les gardent. Et puis ces enseignants m'ont toujours fait un peu peur . . . Ils ne m'ont jamais paru comme des êtres normaux. Je les imaginais grands comme des géants sur une colline et nous dans une fosse petits comme des fourmis, qui nous assommaient de paroles. Pour moi, cela prouve l'infériorité que nous étions à leurs côtés ; la personne qui sait tout. Nous devons les respecter, mais qu'ils nous respectent.

Certaines réflexions, reproches nous mettent plus bas que terre, honteux et confus devant nos camarades qui rient puis tout d'un coup le grand silence : le Maître a parlé.

On devrait faire une différence pour certains enseignants qui nous comprennent, nous laissant s'exprimer, parler à coeur ouvert. Aujourd'hui j'ai cette chance. Mais c'est très difficile. On se sent un peu gêné ou on s'extériorise bêtement.

Au début de l'année tout le monde parlait mais personne n'écoutait . . . et peu à peu nous avons commencé à écouter. Au moins on sait la vérité, ce qui se passe en France et pas mal de choses qu'on nous cachait. Mais si la direction était au courant, aussitôt le prof aurait des embêtements. Si le ministère de l'Education Nationale apprenait ça, le prof

serait immédiatement coulé. Ce système est dégueulasse. Car une classe marcherait beaucoup mieux en parlant des problèmes de la vie, en faisant des enquêtes, en interviewant. Déjà nous aurions fait un grand pas.

Ce n'est pas étonnant que personne n'aime l'école : apprendre des leçons, faire des devoirs et on remet ça pour le lendemain comme des automates.

Avez-vous déjà remarqué une classe bien alignée deux par deux, laissant un espace au milieu ? Moi oui, on dirait des prisonniers regagnant leurs cellules. Toute cette discipline qu'on nous exige est affreuse à voir. On peut très bien se discipliner nous-mêmes. Si on nous en laisse la possibilité et non marcher à la baguette.

L'école est une prison. Je me sens cloîtrée assise sur un banc à écouter ou à rêver ; mais pas pour longtemps : le bruit de la règle du professeur et les reproches me font revenir parmi eux. J'ignorais pas mal de choses et me défendais comme je pouvais ou je me taisais pour ne pas avoir un affront de tout le monde qui me fasse clouer le bec.

Mais aujourd'hui je pense pouvoir participer à une conversation où je dirai franchement ce que je pense. Le sujet approfondi facilite la tâche. Nous faisons partie du jeu puisque cela nous concerne.

Alors, qu'on sache se défendre. Il ne faut pas faire contre notre volonté, même si l'Etat le demande. Peut-être arriverons-nous à quelque chose, en allant jusqu'au bout. Mais faut-il en avoir le courage et être nombreux.

par une élève de 3ème Pratique.



UNE ENFANCE FOUTUE

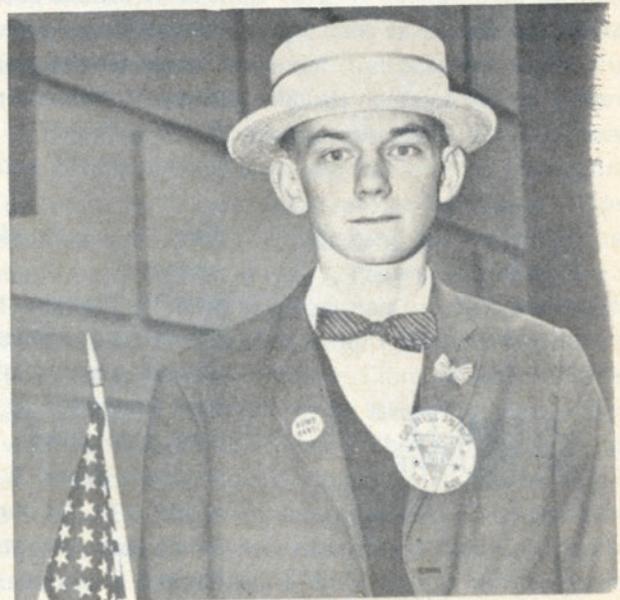
Fils d'un père ouvrier qui picole, d'une mère petite dactylo, à 6 ans j'entrai à la communale, fier d'accéder à la « connaissance ». Déjà conditionné par ma dernière année de maternelle où l'on m'avait dit qu'ici ce serait du sérieux, de la discipline, du travail ! Du « pour les grands » quoi ! Entré en septembre, à Noël je savais lire et en quelques mois je devins l'enfant prodige que l'« adulte » que je suis ne veut plus être. Durant cinq années je vais devenir le pôle d'attraction de tous les élèves de la classe, le symbole du bon élève intelligent pour les pions, cinq années de sublimation de la libido. Pourtant il me démangeait d'inonder de questions l'école, qui restait muette. Je termine mon primaire sous les bravos : premier partout, il fera ci, il fera ça, conneries !! J'entre au lycée par la porte d'honneur, j'en sortirai trois ans plus tard par l'escalier de service. Trois années où la chute s'amorce, de plus en plus vertigineuse, je deviens un cancre. A la fin, c'est le renvoi. Que s'est-il passé ? Névrose ? Fini le bon élève. Vive le mauvais élève ! Le bon élève est toujours un merveilleux cas de névrose. C'est le renvoi pur et simple selon la hiérarchie scolaire. Blâmes, conseil de discipline, ouste, du vent ! Mes parents : engueulades, punitions, chagrin, volées. Dans cette atmosphère naîtra la période de transition, de choix qui décidera de ma vie. On veut m'envoyer au C.E.S., je refuse. Je veux bosser. Au boulot, j'espère trouver des ouvriers combattifs, militants, un lieu enfin où je puisse exprimer ma révolte dans sa forme adolescente. Que dalle, oui ! Tous les mecs ne pensent qu'à la voiture ou aux conneries de ce genre. Tous empâtés dans une idéologie bourgeoise dont ils ne savent se sortir. Hélas la production se présente sous le même aspect que l'école, on mate, on forge, on déjoue les combines. Pas de défoulement. Mes questions inondent mon propre moi, faute de personne à qui les poser. Début de cinq années de psychothérapie en dispensaire. Durant le traitement, la révolte impossible à l'école et au boulot prend différentes formes : tour à tour beatnik sur la route, mystique, angoissé, pour aboutir au marxisme où elle est pour toujours. Aujourd'hui, quand je regarde derrière moi, je vois une enfance foutue. Ecole = production = armée. Parfois on me dit : pourtant t'aurais pu . . . Où ? en banlieue ? Dans la cité-dortoir de mes parents ? Pourquoi les élèves de Sarcelles iront dans des écoles surpeuplées, avec des pions de remplacement ou manquants et ceux de Passy dans des écoles privées ou autres où l'enseignement y est rude. Parce que le bordel qui règne dans l'une facilite la sclérose collective et rend ainsi aisé le choix du travail d'avenir. Au taf ! A l'usine, une deux, une deux. Non, contrairement à mes « collègues » de boulot je ne dis pas « Ah, si je pouvais y retourner à l'école ! ». Je ne veux pas de celle de Sarcelles comme de celle de Passy. Le feu, les bombes pour elles. Je ne dis pas non plus que tout ce que je sais je l'ai appris à l'école. J'ai rien appris à l'école. Cette grande putain qui fait croire aux gosses d'HLM que s'ils veulent avoir les mêmes droits que les riches, il faut lui passer entre les cuisses et donc entre les mains. Bien sûr, ma situation d'ouvrier du bâtiment n'est pas de tout repos,



Notes from the Underground, Dallas, Texas. September 1, 1967

c'est même pénible, mais que je suis content de m'être barré de l'école ! Il y a un an ou deux, je voulais vaguement entrer à la F.P.A.; et puis aujourd'hui je me dis à quoi bon ? Qu'y enseigne-t-on ? que des boulots de cadres, de contre-maîtres, de flics ! Je ne veux pas. Je ne peux pas. J'étais prêt à y entrer quand je me suis souvenu qu'à chaque étape, maternelle, communale, lycée, armée, travail, c'était du sérieux, du raide, du « va falloir bûcher ». Merde. L'armée m'a réformé : ma névrose ! c'était pas de la frime ! Ma question trouve aujourd'hui sa réponse dans la révolution. On a tout simplement oublié de m'apprendre que cinquante millions d'objecteurs pouvaient arrêter une guerre, que par le sexe me serait donnée la seule chose qui pourrait être égale à tout le plaisir, plaisir que l'école ignore parce qu'elle est frigide. Bordel !!

Gérard, 20 ans, ouvrier du bâtiment



MANIFESTANT NATIONALISTE AMÉRICAIN
PHOTOGRAPHIÉ PAR DIANE ARBUS

L'école
n'est
pas
bonne
pour la
santé
des
enfants
et des
autres
choses
vivantes

Il faut se dire que l'école ne crée pas que des cadres serviles, des mâles triomphants, des patrons arrogants, des femmes soumises, des ouvriers dociles.

L'école fabrique et encadre des anormaux, des fous, des gens qui font même pas de bons O.S. d'usine tellement qu'ils sont anormaux. Des gens dont la place dans la production est encore floue.

La production de la débilité, c'est une grande chose dans l'école, il faudrait voir des statistiques, mais ce qui est sûr, c'est que ça touche plus de 20 % des gamins. Les réseaux de la production et du dépistage de la débilité sont complexes, des tas d'institutions, de classes, de centres se forment ou se développent (I.M.P., I.M.PRO, G.A.P.P., S.E.S., Perfectionnement, classes d'attente, de rattrapage, écoles nationales de perfectionnement, etc.). Alors on se dit qu'il vaudrait mieux comprendre cette filière, qu'il faudrait avoir plein de renseignements, de témoignages sur le dépistage, sur les tests, sur l'utilisation des Q.I., sur les psychologues scolaires, sur tous les gens qui de près ou de loin participent à ce réseau. Ce qui est sûr, c'est que ça commence à l'école ou plutôt au moment où le gamin vit tellement mal les rapports scolaires et familiaux qu'il les refuse. Ils sont à l'école, pas fiers, pas contents, battus ou méprisés, les mauvaises têtes du fond de la classe ou du premier rang (faut les surveiller).

L'instituteur expérimenté les reconnaît dès la première règle de grammaire, ces mal mouchés, ces remueurs de jambes, ces regardeurs par la fenêtre, ces tacheurs de cahiers. Soupçonneux, il va voir la maîtresse de l'année dernière. « J'ai eu du mal avec celui-là, mais c'est un bon gosse, il ira pas bien loin, mais quelle mère il a ! Dans quelles conditions il vit ! (S.N.I. oblige !) Pourtant, j'ai tout fait pour lui ! » Et c'est vrai qu'elle a tout fait ; elle l'a mis à côté de la meilleure de la classe pour qu'elle lui explique, mais il a copié, et bêtement en plus ! Elle l'a mis à côté d'un autre mauvais, il a parlé. Elle l'a gardé pendant la récréation pour lui faire copier cette foutue dictée (13 fautes). Une ou deux fois, elle l'a un peu tapé (J'aime pas ça, mais là vraiment il a exagéré). Quand la directrice a rendu les carnets, il s'est fait vertement sermonner, il a même pleuré (d'habitude il se contente de boudier). Tiens, c'est nouveau ça ; depuis quelques jours, il arrive en retard et même qu'il a manqué la semaine dernière, alors là ça va plus (comment voulez-vous qu'il en sorte si en plus il vient plus à l'école !) d'autant plus qu'il m'a traité de con quand je l'ai envoyé au piquet.

Maintenant on commence à chuchoter, il est pas clair ce gosse et on l'observe avec des yeux nouveaux. Regardez comme il a l'air agressif, regardez comme il est nerveux, regardez comme il est instable. Petit à petit le langage se transforme, se psychiatrie. L'attitude aussi se transforme, il faut être très gentil avec lui. Le cheminement a été long à se faire dans la tête de l'instituteur. Il pense fou, il dit débile léger. Il pense m'en débarrasser, il dit il faut le faire tester.

La psychologie arrive au secours de la pédagogie !

La voilà la fanatique du Binet Simon, la dingue du « dessine-moi une maison », la spécialiste du rapport humain !

« Vous comprenez, Madame, votre enfant a besoin d'un traitement particulier que nécessite sa grande nervosité, son inaptitude à se plier à une discipline scolaire, son incapacité (provisoire j'espère) à assimiler au même rythme que les autres ».

Mon fils est fou, Madame la psychologue faites quelque chose ! Je croyais bien qu'il était normal, mais maintenant que vous me le dites, c'est vrai je me rappelle qu'un jour . . . Embobinée, persuadée, à demi déchargée, complice . . .

Il va rencontrer la psychologue qui va constater: Il n'est pas très propre - il parle mal - on dirait qu'il a peur - il parle vraiment mal - 80 de Q.I. - ça n'étonne personne. Refus des normes les plus élémentaires de la vie sociale et scolaire. La psychologie va tout expliquer, va tout décortiquer. Plus de mystère il est bête - il est fou - il est débile.

Madame, il faut que nous collaborions (collaborer). Il ne faut pas agir avec lui comme avec les autres enfants. Bien sûr, il faudrait l'obliger à travailler un peu, à arriver à l'heure, à respecter sa maîtresse. Mais vous savez, il n'est pas condamné, on va le mettre dans une classe un peu spéciale.

Merci la psychologie d'avoir préservé ma classe de ce demi-fou !

Il a parlé, sa mère a compris qu'il fallait être plus mère, son père qu'il fallait assumer son rôle de père. Il va être dans une classe où il ne sera plus le dernier - il aura une maîtresse particulièrement compréhensive. De temps en temps, il retournera voir la psychologue, accompagné de sa mère.

Depuis quelque temps, il va mieux. Sa maîtresse de classe de perfectionnement sait s'y prendre. Dans la classe, ils sont 14 comme lui - pas tous comme lui - 3 Algériens qui parlent mal, une gamine qui vient pas souvent (elle est malade), deux gosses qui ont doublé leur cours préparatoire, et l'autre qui s'est déjà sauvé cinq fois de l'école.

mort de l'école

L'agonie de l'école a commencé en mars 73. Toute illusion sur la fonction « éducative » de l'école est désormais impossible. La scolarisation n'est plus qu'une entreprise de décervelage et de robotisation et toute réforme ne sera plus qu'une dérisoire pantomime.

En trois ou quatre semaines de grève, les élèves des C.E.T., des lycées et des C.E.S. ont démasqué la machine scolaire. Il a suffi d'un prétexte secondaire (les sursis . . . !) pour que tout s'arrête pour que, malgré le silence hostile des syndicats d'enseignants, des associations de parents, malgré les menaces de l'administration et du gouvernement, des dizaines de milliers de jeunes scolarisés déclenchent un gigantesque mouvement de refus de l'école.

Ce mouvement était vulnérable : quinze jours de vacances ont suffi pour que tout rentre dans l'ordre. Mais c'est un mouvement irréversible. L'« ordre » n'est en effet qu'apparent. Belle victoire pour l'École d'avoir réussi à mettre au pas les élèves par un chantage forcené sur les bourses, les allocations familiales, les examens. Beau succès pour le régime qui n'a rien d'autre à dire que : « en classe ou ça cogne ». Du coup, les choses deviennent lumineuses : quand les notables et les autorités parlent de l'école, ils ne peuvent plus tenir un autre langage que celui des adjudants de quartier. Fini le temps des discours mielleux sur l'éducation, sur les réformes fondamentales, l'apprentissage des responsabilités et autres fadaïses qui ont fait la fortune d'Edgar Faure. A tel point que pour envisager une réforme, Fontanet n'a rien trouvé de mieux qu'un sondage d'opinion. Médiocre farceur, va ! Les sondages d'opinion, on connaît. C'était 63 % des Français sont pour la peine de mort. A votre avis, combien de Français répondront Oui à la question : êtes-vous pour le déferlement du sexe, l'introduction de la drogue et la fabrication de cocktails Molotov dans les lycées ? Et puis, l'ordre dans les bahuts, c'est une valeur sûre : systématiquement fabriqué par l'IFOP et Raymond Marcellin, le racisme anti-jeunes autorise tous les optimismes quant aux résultats du sondage sur l'avenir de l'Education Nationale. La prochaine loi d'orientation sur l'enseignement secondaire, on vous la livre en exclusivité, elle se résume à : la caserne plus l'audiovisuel.

C'est vrai que les lycéens sont, dans leur immense majorité, rentrés dans les lycées après la fête de mars et ont passé le bac « normalement ». C'est vrai aussi que les profs, la grande masse d'iceux tout au moins, se conduisent en cette affaire comme les Versaillais en 1871. En plus hypocrites avec ça. Pas de répression voyante, c'est trop dangereux. Mais allez voir de plus près ce qui se passe dans les conseils de classe, quand on est « entre soi », ou dans les jurys d'examens. Les profs ont gagné, provisoirement. Ils peuvent être fiers : beau succès de l'enseignement, la résignation morne des élèves, le bachotage stupide pour en finir avec la vie de con du lycée et ne plus revoir la gueule des profs l'année prochaine. N'exagérons pas leur victoire, après tout, les lycéens de classes terminales, ils en ont déjà tellement subi pour arriver jusque-là qu'ils ont, comme on dit, des « comportements d'adultes », c'est-à-dire que leur faculté de résignation est fortement développée. Mais les autres ? Ceux que l'école rejettera dès la seizième année et qu'elle a parqués longtemps à l'avance entre les « transitions » et les « pratiques » avant d'expédier le dessus de la poubelle dans les C.E.T., croit-on qu'ils sont « résignés » ? Beau succès encore, la fabrication des Patrick et des Marc qui ne trouvent plus d'autre issue à l'impasse où les enferme l'ordre scolaire que de foutre le feu aux bâtiments. Pourra-t-on cacher longtemps encore que, hors des sphères civilisées de l'enseignement secondaire « long », c'est la violence nue qui règle les rapports entre jeunes et adultes dans la machine scolaire ?

Le Jour J est arrivé tôt le matin avant l'ouverture des grilles on avait mis une grande affiche pour annoncer l'AG inviter tout le monde à participer à l'AG en grosses lettres on pouvait lire l'assemblée on la fait on ne la demande pas et au-dessous Mûrier avait même ajouté et de la même façon prenons tout ce qu'il nous faut Mâtin le directeur arrive le premier comme prévu il lit notre affiche puis il serre les dents et nous regarde d'un air méchant il nous regarde un par un comme pour dire je ne vous oublierai pas vous aurez affaire à moi puis arrivent les profs ils lisent sans rien dire et nous regardent comme des cinglés peu après sort un groupe d'appariteurs à qui Mâtin avait ordonné d'arracher les affiches

l'appariteur le plus hardi qui est aussi le plus bête avance la main pour arracher l'affiche mais Coco se plante devant lui les bras levés avec son long pardessus noir avec la doublure couleur cardinal et se met à gueuler l'appariteur s'arrête impressionné et entre-temps nous on avance et les appariteurs ne savent plus quoi faire ils se tournent vers Mâtin qui les regarde du haut de la fenêtre de son bureau puis à la fin décide de rentrer comprenant qu'en insistant ils risquent la bagarre les premiers élèves qui arrivent ont vu la scène ils se mettent à discuter avec nous et n'entrent pas et petit à petit le groupe s'étoffe alors Mâtin croit bon d'intervenir directement il sort dans l'entrée pour se montrer et se met à faire les cent pas

il me semble voir un patron qui se promène devant son usine dans ces histoires que j'avais lues sur les premières luttes ouvrières et les premières grèves c'est la même méthode d'intimidation et en fait les élèves ont peur il y en a même qui commencent à dire qu'ils veulent rentrer donnant mille raisons bien qu'on fasse tout pour leur faire comprendre que si on reste tous dehors Mâtin ne peut rien contre nous qu'il ne peut pas nous renvoyer tous mais il y a trop d'indécis trop de peureux et un petit groupe commence à entrer tête basse et comme si c'était un signal tous les autres se précipitent et en quelques minutes tout le monde est dedans sauf une vingtaine d'élèves et nous six et Mâtin rentre à son tour en ricanant de satisfaction

on fait grise mine Mauve est catastrophée mais Coco ne s'avoue pas vaincu il faut entrer et faire l'AG quand même dit-il même peu nombreux on doit faire l'AG de toute manière il crie on n'a plus rien à perdre et de cette façon on arrivera à convaincre les autres de tenir l'assemblée malgré tout on entre ensemble et on s'installe dans une salle vide du rez-de-chaussée il n'y a pas une minute qu'on est là que Mâtin sort en braillant quoi qu'est-ce que vous faites là toi toi et toi vous êtes tous renvoyés passez dans mon bureau l'une après l'autre et il sort en laissant ouvert Scille met un coup de pied dans la porte et la ferme on pousse deux bancs pour la barricader puis on reste un moment silencieux il faut faire quelque chose on se regarde dans les yeux mais on ne sait pas quoi faire on se sent piégés

tout à coup en un éclair je revois devant mes yeux la page d'une petite brochure que j'avais lue cet été sur les formes de lutte en usine et autres et je revois cette page devant mes yeux avec le titre cortège dans l'usine et je dis un cortège oui nous devons faire un cortège dans notre usine voir ce qu'en pensent les autres il s'agit d'entrer dans toutes les salles et d'en faire sortir les élèves ou tout au moins d'essayer on commencera par la première salle et ainsi de suite tout le monde est d'accord on sort et on forme un petit cortège dans le couloir on arrive devant la première salle le cours est déjà commencé on se précipite dedans sans gueuler le prof un lèche-bottes notoire du directeur mort de peur ne souffle pas mot et tous les élèves se tournent vers la porte

Valériane est décidée quand elle parle elle est assurée nerveuse mais claire sa voix est bien posée en scandant ses mots elle annonce que le directeur nous a tous virés parce qu'on voulait tenir une AG sans sa permission tout le monde connaissait cette décision vous le saviez vous aussi qu'on avait le projet de faire cette AG ça fait quinze jours qu'on en parle et aujourd'hui vous êtes entrés parce que vous aviez la trouille si vous avez peur aujourd'hui vous aurez peur demain et pour toujours et on ne pourra jamais régler nos problèmes par nous-mêmes il faut vous prendre en charge tout de suite tenir l'AG ensemble pour montrer que dans cette école on n'est pas des esclaves on doit tenir l'AG nous devons la faire pour faire ce qu'on fait dans les autres écoles montrer que c'est nous qui prenons les décisions et que l'école est à nous et pas à Mâtin

Coco et Scille regardent le prof d'un air menaçant comme pour dire toi tu as intérêt à la fermer et lui précisément reste planté là sans un mot alors que quelques types se lèvent de leur banc et que commencent les premiers commentaires c'est juste sortons sortons tous oui allons faire le tour des salles et Mâtin se pointe à l'autre bout du couloir se retrouve face au cortège et se met à gueuler mais maintenant il ne fait plus peur à personne Coco se met devant lui et lui crie sous le nez AG AG Mâtin continue à gueuler rouge de colère menaçant de virer tout le monde et hurlant retournez tous en classe mais le défilé fait déjà irruption dans une autre salle la technique consiste à entrer tous ensemble dans les salles d'un seul élan

Valériane n'est pas à la moitié de son speech que les élèves sont déjà tous debout prêts à sortir ce n'est plus la peine de continuer à parler ils ont tout compris maintenant le bordel pousse tout le monde à sortir et le cortège grandit le rez-de-chaussée est complètement submergé et on grimpe au premier on entre dans la première classe qu'on trouve mais on est si nombreux qu'on ne peut tous y tenir et puis tous les élèves sortent immédiatement ceux qui poussent pour entrer rencontrent ceux qui poussent pour sortir et on n'entre même plus dans les salles les élèves sortent d'eux-mêmes partout même du deuxième on en voit qui sont penchés par-dessus les rampes et on gueule tous dehors et on grimpe au deuxième là toutes les classes sont déjà prêtes à se joindre au cortège

[...]

ARCHIVES GETAWAY

Nous sommes tous irrécupérables, fanzine réalisé par des lycéens de Sèvres, 1973, 1^{ère} et 4^{ème} couverture.

COMBIEN, ET PAS SEULEMENT DE
NOS JOURS, ONT EU ENVIE DE
BRÛLER LEUR
LYCÉE

le monde 13.2.1973
P. Vianson Pente



Nous sommes tous irrécupérables.

II.



je ne renoncerais pas à ma part de violence.

1^{er}



Mais ces gazettes que
voilà sur ma table, elles ne
respirent pas, elles ne frémissent
point. Ou donc le bruit d'orage
que j'aime? J. Vallès

B.P. 8806-75261
Paris. CEDEX. 06

imp. spé: H.A.V.

Pour parler du projet, proposer des pistes de travail,
amener des documents, discuter des chantiers en cours...

Permanence des Archives

Le premier lundi de chaque mois de 19h30 à 21h30

Pour confirmer la date et connaître le lieu : getaway.eu.org



**ARCHIVES
GETAWAY**
LUTTES SOCIALES
GROUPES REVOLUTIONNAIRES

getaway@inventati.org

getaway.eu.org